

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉPARATION
DES
ERREURS JUDICIAIRES
ET LA LOI DU 8 JUIN 1895

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

EUGÈNE BAVIÈRE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉPARATION
DES
ERREURS JUDICIAIRES
ET LA LOI DU 8 JUIN 1895

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

le mercredi 29 juin 1898, à 1 h. 1/2 du soir

PAR

EUGÈNE BAVIÈRE

Président : M. RENARDET,

professeur.

Suffragants : { MM. BONNEVILLE,
 { ROUX,

professeur.
agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898



A MON PÈRE ET A MA MÈRE

*Témoignage de respectueuse reconnaissance
et d'amour filial.*

A MES PARENTS



A MES MAITRES

A MES AMIS

INTRODUCTION

L'administration de la justice est une œuvre humaine ; imparfaite comme toutes les œuvres de l'homme, elle est sujette à l'erreur.

D'abord elle ne dispose que de moyens purement humains et les règles qui président à son fonctionnement sont établies et mises en œuvre par des hommes. De plus les instruments qui sont placés entre les mains du juge ne sont pas sans défauts : la démonstration de la vérité repose non seulement sur des faits matériels mais sur des témoignages humains que peuvent égarer l'erreur ou la haine.

Enfin les magistrats, si pénétrés d'amour de la justice, si expérimentés qu'on les suppose, peuvent se tromper dans l'interprétation des faits qui leur sont soumis. *Errare humanum est.*

L'erreur commise peut être plus ou moins vite reconnue : elle peut l'être, après une simple comparution devant le juge qui instruit l'affaire ; elle peut l'être seulement après le grand jour de la discussion publique de l'affaire devant un tribunal ; elle peut l'être seulement par

des circonstances et des événements postérieurs à une condamnation.....

Plus on aura tardé à la reconnaître, et plus on devra être sévère pour autoriser sa reconnaissance ; car plus la reconnaissance est tardive, et plus se manifestera l'imperfection de l'appareil judiciaire.

Mais aussi plus on aura tardé à reconnaître l'erreur, et plus il sera important de permettre sa reconnaissance ; car plus la reconnaissance est tardive, et plus la victime de l'erreur aura souffert dans sa fortune, dans son honneur et dans sa liberté.

Un crime est commis : la rumeur populaire, certaines présomptions, désignent le coupable. Les agents de la force publique se présentent à son domicile, porteurs d'un mandat d'incarcération régulièrement délivré par le magistrat compétent. Ils le trouvent paisiblement occupé aux travaux de sa profession, entouré de sa famille, ignorant les faits qu'on lui reproche, protestant de son innocence. Qu'importe, ils ont mandat de l'arrêter et de le conduire à la maison d'arrêt. Là, vingt-quatre heures s'écoulent avant qu'il puisse essayer de se justifier.

Peut-être croit-il n'avoir qu'un mot à dire pour se disculper ; mais c'est en vain qu'il s'est flatté que ses explications démontreraient la méprise. Il faut en vérifier l'exactitude, entendre des témoins, les confronter avec lui..... Les jours s'écoulent avant que l'erreur soit reconnue, avant que ne se vérifie une fois de plus l'imperfection que reconnaissait déjà la belle ordonnance crimi-

nelle de 1788 : « Les précautions qu'exige la sécurité publique obligent souvent nos tribunaux à suivre dans la recherche des crimes des indices trompeurs et les exposent à confondre d'abord les innocents avec les coupables, » Tout cela avant que ne soit rendue l'ordonnance de non-lieu par laquelle le juge reconnaît plus ou moins formellement qu'il s'est trompé ou qu'il a été trompé : « Si les juges sont d'avis, dit l'article 128 du Code d'instruction criminelle, que le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé, il sera déclaré qu'il n'y a pas lieu à poursuivre et si l'inculpé avait été arrêté, il sera mis en liberté. »

Mais l'erreur peut se prolonger au delà de l'instruction. L'accusé s'est mal défendu, les déclarations des témoins n'ont pas pu faire la lumière. S'il s'agit d'un crime, le juge renvoie l'affaire à la Chambre des mises en accusation. Les juges de cette Cour examineront, aux termes de l'article 221 du Code d'instruction criminelle, « s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par la loi et si ces preuves ou indices sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée ». S'il s'agit d'un délit ou d'une contravention, c'est le juge d'instruction lui-même qui ordonne le renvoi du prévenu, soit devant le tribunal correctionnel, soit devant le tribunal de simple police.

Qu'on remarque bien les termes dont se sert la loi : des charges ! des indices ! et non des preuves. Pour que la justice consente à se dessaisir de l'individu sur lequel

pèsent ses soupçons, il n'est pas encore exigé, à ce moment de la procédure, que les soupçons soient confirmés ; il ne faut pas encore que la culpabilité soit prouvée : il suffit que l'innocence ne soit pas prouvée. Il n'est pas encore vrai de dire que l'incertitude profite à l'accusé !

La procédure de jugement n'a précisément d'autre but que de vérifier, que de peser, que de discuter ces indices et ces charges provisoirement jugées suffisantes pour accuser. Les juges du tribunal de simple police, les magistrats qui composent le tribunal correctionnel, le jury, ne devront prononcer une condamnation que si « dans leur âme et conscience le prévenu est coupable », si la preuve de sa culpabilité leur paraît faite, s'ils ont la certitude de cette culpabilité. A défaut d'une « preuve » entraînant la « certitude », leur devoir sera de prononcer une sentence d'acquiescement par laquelle ils reconnaîtront plus ou moins formellement, selon les circonstances de la cause, qu'il y a eu erreur....

Hélas ! malgré toutes les garanties que présente la publicité des débats, l'erreur peut se prolonger au-delà de la procédure de jugement : Le jugement, qui devrait dissiper l'erreur, va peut-être la fortifier ! Trompé par de faux témoignages ou par des indices mensongers, trop disposé à admettre la culpabilité du prévenu et à prendre les présomptions pour des preuves, le juge acquiert la certitude du fait erroné et prononce une condamnation. Le juge d'appel, s'il s'agit d'une hypothèse où la faculté d'appel est admise, trompé par les mêmes causes d'erreur, con-

firme la condamnation prononcée. L'erreur est devenue définitive, peut-être irréparable !

Irréparable, l'erreur consacrée par un jugement ! C'est trop souvent, par la force des choses, une conséquence malheureuse de cette loi nécessaire qu'on nomme le respect de la chose jugée, et aux termes de laquelle il est interdit de remettre en question des décisions devenues définitives.

Il n'en est cependant pas toujours ainsi, car, comme l'a dit un éminent criminaliste, « il y a quelque chose de supérieur au principe de l'autorité de la chose jugée, c'est la justice elle-même ! » C'est au nom de cette justice que notre loi pénale établit une procédure de revision afin qu'il soit possible de reconnaître l'erreur commise dans une sentence ayant force de chose jugée.

Jusqu'en 1895 il fallait, pour que la procédure de revision pût s'ouvrir, l'existence de circonstances rigoureusement et étroitement déterminées. C'était le cas de deux condamnations inconciliables, dont la contradiction est la preuve que l'un ou l'autre condamné est innocent ; c'était l'hypothèse où une condamnation pour faux témoignage vient faire la preuve que la déposition sur laquelle le jugement a été rendu était fausse ; c'était enfin l'hypothèse où il vient à être démontré que la prétendue victime de l'homicide existe encore.

La loi du 8 juin 1895 a élargi considérablement le champ de la revision. Elle permet l'ouverture de nouveaux débats, toutes les fois que, après une condamnation, un fait

quelconque vient à être révélé, des pièces sont représentées, de nature à démontrer l'innocence du condamné.

En résumé donc, ordonnance ou arrêt de non-lieu, jugement ou arrêt d'acquittalment, jugement ou arrêt de revision ; voilà quels sont les différents moyens par lesquels la justice reconnaît son erreur.

Mais le rôle de la justice est-il terminé par cette reconnaissance ? L'arrêt de revision, la sentence d'acquittalment, l'ordonnance de non-lieu qui affirment l'erreur suffisent-ils à la réparer ?

La réponse n'est pas douteuse : Non, l'affirmation de l'erreur n'est pas sa réparation.

L'erreur judiciaire est un malheur épouvantable pour ceux qui en sont les victimes ; et la liste qu'on en a donnée peut à juste titre porter le nom de martyrologe.

Il est inutile d'en faire ressortir bien longuement les conséquences morales, les plus terribles de toutes : un homme accablé sous le poids d'un crime qu'il n'a pas commis ; son nom voué au déshonneur, au mépris de ses semblables ; sa famille mise au rang des parias et comme isolée au milieu de la société, tout cela constitue un malheur tel qu'on ne peut en concevoir la réparation complète.

Les conséquences pécuniaires, sans être aussi générales, n'en sont pas moins très fâcheuses pour lui. S'il exerce une profession libérale, accusé, arrêté, condamné injustement, il verra, même après la constatation de son innocence, ses amis, ses clients s'éloigner de lui, le doute peut-être

subsister dans les esprits; et sa carrière sera irrémédiablement et définitivement entravée. S'il est ouvrier, commerçant, industriel, il verra périlcliter ses affaires, en admettant qu'il les retrouve intactes après une détention prolongée.

Ce préjudice, l'État n'est-il pas tenu de le réparer ?

La loi du 8 juin 1895 a répondu affirmativement à cette question et introduit, dans une certaine mesure, le principe de la responsabilité de l'État.

C'est la justification de ce principe et l'exposé des dispositions de cette loi que nous nous proposons dans la présente étude.

Notre travail sera divisé en quatre parties. La première sera consacrée à la théorie de la réparation : Sur quel fondement s'appuie la responsabilité de l'État et quelle est la nature et l'étendue du droit qui appartient à la victime de l'erreur judiciaire.

Dans la seconde partie, intitulée : L'application du principe de la réparation dans la loi française, nous exposerons quelles ont été les tentatives antérieures à la loi de 1895, nous rechercherons l'esprit de cette loi et indiquerons quelles sont les plus importantes de ses dispositions.

La troisième partie aura pour objet de rapprocher de la loi française les lois étrangères qui admettent le principe de la responsabilité de l'État.

Ce rapprochement nous fera connaître les imperfections de la loi française et nous permettra d'indiquer dans une quatrième partie, qui nous servira de conclusion, les réformes désirables.

LIVRE PREMIER

LA THÉORIE DE LA RÉPARATION

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DE LA RÉPARATION

C'est un axiome juridique et presque une vérité de sens commun que la responsabilité ne se présume pas. Il appartient donc à ceux qui prétendent que l'État doit réparation aux victimes d'erreurs judiciaires de découvrir et de solidement établir le fondement sur lequel ils appuient l'existence de ce droit, et non point aux défenseurs de l'État de démontrer son irresponsabilité.

Le jour, relativement récent, où l'idée de la réparation a fait sa première apparition et ses premières conquêtes, il a fallu chercher une base à la théorie nouvelle. Mais comme il arrive souvent pour les nouveautés, la logique s'est trouvée moins avancée que le sentiment, et l'on n'a pas su découvrir immédiatement les vrais principes.

Les mauvais arguments donnés à l'appui d'une cause juste, ont soulevé des contradictions, fait naître des objections, arrêté pour quelque temps le triomphe de la vérité. Aujourd'hui encore, et bien que le principe de la responsabilité de l'État trouve chaque jour de nouveaux adhé-

rents, il a encore des adversaires. Il importe donc au début de notre étude de rejeter toutes les théories inexactes et de dégager avec précision la véritable base du droit à réparation.

I

Une première opinion fonde la responsabilité de l'État sur les articles 1382 et suivants du Code civil. « Tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé. » L'État commet une faute lorsqu'il poursuit, juge ou condamne un innocent, lorsqu'il dirige les rigueurs de la loi pénale contre un citoyen qui ne les a pas méritées. L'État coupable de cette faute est responsable.

Ce n'est pas répondre à cette argumentation que de dire, avec le rapporteur (1) au Corps législatif de la loi du 29 juin 1867 : « La Société ! L'État ! Oh ! par exemple ! Est-ce que vous trouvez que la solidarité sociale est assez grande pour que la Société tout entière soit responsable de l'erreur judiciaire commise par le jury de la Seine ou le jury de Seine-et-Oise, par le tribunal correctionnel de Bordeaux ou de Lyon. J'avoue que la solidarité poussée jusque-là me paraît excessive. Je ne trouve pas une relation efficiente et directe entre les auteurs du préjudice et la Société qui devrait payer l'indemnité. » Admettre que

(1) Nogent Saint-Laurens.

le juge représente la Société quand il ne se trompe pas, et qu'il cesse de la représenter quand il se trompe, est un système très commode mais fort injuste.

On n'y répond pas davantage en disant : « L'application de l'article 1382 disparaît lorsque le fait dommageable n'est que l'exercice d'un droit, et l'État qui rend la justice exerce un droit. » Le droit de rendre la justice ce n'est pas le droit de commettre des fautes en rendant la justice. L'exercice d'un droit n'est pas l'abus du droit.

Mais, ce qu'il faut reprocher à la théorie qui appuie sur la faute délictuelle la responsabilité de l'État, c'est d'abord qu'elle ne résout que très incomplètement et très insuffisamment le problème de la réparation, c'est en second lieu qu'elle fait l'application à l'État d'un texte qui ne lui est pas applicable.

Solution très incomplète du problème. — En effet, pour que l'État supporte une responsabilité aux termes de l'art. 1382, il ne suffira pas qu'une erreur judiciaire se soit produite, il faudra encore que la victime de l'erreur fasse la preuve que cette erreur résulte d'une faute de l'État. Mais la faute de l'État, de quel fait peut-elle résulter, sinon d'une faute de ses préposés, car l'État n'agit que par les individus qui ont mission de le représenter. Le juge a fait preuve de faiblesse, d'ignorance, de mauvaise foi : l'État répondra de cette ignorance, de cette faiblesse, de cette mauvaise foi. Mais dans quelle mesure l'État sera-t-il légalement tenu de supporter la responsabilité des fautes

du juge ? Évidemment dans la mesure où le juge est lui-même tenu. La responsabilité du commettant n'a pas d'autre base légale que la responsabilité du préposé, à moins qu'on ne prétende que l'État commet précisément une faute en choisissant pour l'exercice de la justice des personnages ignorants, crédules ou malhonnêtes, mais peut-on sérieusement opposer pareille prétention ? En dehors donc des hypothèses où la victime de l'erreur judiciaire peut se tourner par la prise à partie contre l'auteur de son mal, la responsabilité de l'État ne peut pas exister : elle n'existerait donc en définitive que là où elle serait le moins nécessaire.

Mais, bien plus, l'État est en droit de se soustraire, dans ses rapports avec les citoyens, à l'application de l'art. 1382. L'art. 1382 du Code civil a été écrit pour régler l'hypothèse où deux personnes, qu'aucun lien juridique spécial ne rattache l'une à l'autre, sont, l'une débitrice, l'autre créancière de dommages-intérêts réparateurs d'un préjudice causé. Il cesse de s'appliquer, lorsque la personne qui a souffert le préjudice est rattachée à la personne qui l'a causé par un lien de droit antérieur : ce sont alors des dispositions spéciales de la loi, variables suivant la nature du lien, qui régleront le mode et l'étendue de la réparation. Or, n'est-il pas évident qu'entre l'État agissant comme souverain et les citoyens considérés comme sujets, il y a des rapports juridiques antérieurs et supérieurs à toute idée de faute qui écartent péremptoirement l'application de l'art. 1382.

II

Alors même que la responsabilité de l'État serait comparable à la responsabilité des particuliers, ce n'est donc pas une responsabilité délictuelle que pourrait entraîner l'erreur judiciaire. Pour écarter cette objection, plusieurs auteurs ont prétendu appuyer le principe de la réparation sur une faute « contractuelle » de l'État.

L'administration sociale de la justice — tel est le point de départ de cette seconde théorie — a pour origine un contrat. Quels ont été les termes de ce contrat ? Il est impossible de le définir. Mais à défaut d'une connaissance directe des conditions plus ou moins tacitement stipulées par l'homme primitif et par la société, c'est « dans le sens le plus juste, le plus rationnel, le plus en rapport avec les droits respectifs des contractants qu'il faut les interpréter. »

Or, il ne peut pas être mis en doute que chacun des contractants a, quelques sacrifices qu'il ait pu consentir, cherché avant tout son bien propre et n'a jamais entendu jouer dans l'association un rôle de dupe. Il y a un minimum d'avantages qu'il n'a pas pu ne pas stipuler et qu'on peut formuler en ces termes : chacun a renoncé à son droit de vengeance individuelle, en échange duquel il a acquis un autre droit à la protection de tous, à ces garanties sociales en vertu desquelles le citoyen ne saurait

être troublé impunément par qui que ce soit, dans sa personne et dans ses biens.

Cette sécurité dans la personne et dans les biens, que la société s'est engagée à procurer aux citoyens qui ont renoncé à son profit à l'exercice de leurs droits individuels, n'est pas troublée seulement par les agissements injustes d'un tiers qui s'est mis en révolte contre l'ordre social; elle est aussi troublée par le fait de la société elle-même qui dirige des poursuites et prononce des peines pécuniaires ou privatives de liberté.

Sans doute, si l'individu contre lequel ces poursuites sont dirigées, ces peines prononcées, a contrevenu aux lois, s'il a le premier, par cette contravention, violé les termes du contrat on ne comprendrait pas qu'il pût se plaindre de ce que la société lui demande compte de la violation. Mais s'il n'a en rien contrevenu aux lois, s'il est resté fidèle aux conditions stipulées, le trouble que la société lui cause sous prétexte de lui demander compte d'une faute qui n'existe pas, ce trouble même n'est autre qu'une violation du contrat, pour la réparation de laquelle une indemnité s'impose.

Ainsi donc « toutes les fois qu'il sera établi que les citoyens ont violé la loi, ils seront à juste titre punis et frappés; mais lorsqu'au contraire il sera prouvé qu'ils l'ont observée, ce qui arrivera dans le cas de poursuite ou de condamnation imméritées, ils seront fondés à exercer un recours contre cette société qui aura méconnu ses obli-

gations à leur égard, et à se faire indemniser par elle du dommage qu'ils auront éprouvé. »

Si l'on oppose que l'individu a, en contractant, et en échange de la protection générale que lui accorde la société fait l'entier abandon de sa personne, il est répondu que cette prétendue renonciation serait bien extraordinaire et bien peu conforme à la nature humaine : « En face de cette puissance nouvelle qui pouvait lui donner la sûreté, mais aussi anéantir tous ses droits, l'homme des âges primitifs, avec son indépendance et sa fierté natives n'a pu sacrifier absolument ce qu'il avait de plus cher au monde, sa personne et sa liberté, sans se réserver, comme une suprême compensation, le droit d'obtenir la réparation du préjudice qui lui aurait été indûment causé par ce pouvoir social auquel il consentait seulement à se soumettre. »

Cette théorie a le tort très grave de manquer de base. Elle repose entièrement sur un contrat, dont nul ne connaît ni la date, ni les termes, ni les signataires, qui prête à d'autant plus d'interprétation qu'il n'existe que dans l'imagination des interprètes.

Si même nous supposons établie son existence, il resterait à démontrer que la poursuite dirigée ou la condamnation prononcée par erreur sont un manquement injuste de ce contrat. Or, bien loin que cette poursuite et cette condamnation erronée puissent être une violation du « contrat social », il nous paraît qu'au contraire elles sont purement et simplement l'exécution du contrat social. » C'est en

effet parce que l'État se serait engagé vis-à-vis des citoyens à protéger leur sécurité et à poursuivre les malfaiteurs que des poursuites ont été intentées, qu'une condamnation a été prononcée et que l'erreur a été commise.

Si cette erreur n'a pas été produite par une négligence coupable, comment la victime invoquerait-elle le « contrat social » pour demander réparation? L'État répondrait que la sécurité générale passe avant les sécurités individuelles, que le contrat doit être exécuté vis-à-vis de tous avant de l'être à l'égard de chacun, qu'il manquerait à ses devoirs envers la masse s'il était arrêté dans ses mesures d'instruction et de répression criminelles par la crainte d'erreur, qu'en acceptant d'être partie au contrat l'individu a dû nécessairement accéder aux conséquences fâcheuses que peut entraîner son exécution.

Pas plus que le système de la faute délictuelle, la théorie de la faute contractuelle ne résout le problème de la réparation des erreurs judiciaires. L'une et l'autre ne pourraient donner à ce problème qu'une solution très incomplète, car elles obligent à chercher la justification de l'indemnité dans un fait qui ne se confond pas avec l'erreur, qui n'existe pas dans toute erreur, dans une faute. L'une et l'autre sont impuissantes à donner une solution exacte au problème, car elles considèrent les rapports entre l'État et les citoyens comme des rapports de particulier à particulier, liés ou non par un prétendu contrat, alors que l'État qui rend la justice est vis-à-vis des citoyens le souverain. Pour découvrir une solution à la

fois exacte et complète de la question qui fait l'objet de notre étude, il faut se placer dans un ordre d'idées tout à fait différent. Il faut résolument écarter l'idée de faute. L'erreur judiciaire a sa source dans un ensemble de circonstances, telles que l'imperfection de l'appareil de la justice, l'ignorance et les passions des hommes, qui peuvent quelquefois constituer une faute et entraîner une responsabilité, mais ne sont le plus souvent que de véritables cas de force majeure, des risques inhérents à l'œuvre même de la justice, risques que le progrès des lois et des mœurs peut diminuer mais qui jamais ne disparaîtront. A la charge de qui doivent être ces risques, de l'individu ou de la société ? Voilà la véritable question.

Et la question ainsi posée, ce n'est pas le droit privé qui nous apportera les éléments pour la résoudre, mais le droit public.

III

Un premier point sur lequel tout le monde s'accorde aujourd'hui, c'est que rien dans le droit public ne s'oppose à ce que le principe de réparation soit inscrit dans nos lois : mais faudra-t-il envisager l'indemnité réparatrice comme une « satisfaction équitable et bienveillante imposée ou recommandée par les devoirs d'assistance et de solidarité sociale », ou au contraire la considérer comme une véritable dette de la société ?

Il arrive souvent que l'État, bien qu'il n'y soit pas astreint en droit strict, intervient pour atténuer par un don généreux les fâcheuses conséquences des calamités qui frappent telle ou telle partie de la nation : ravages causés par la tempête ou par l'inondation, détresses qu'apporte le naufrage parmi les populations maritimes, ruines amoncelées par l'incendie, etc..., Pourquoi l'État n'interviendrait-il pas au profit de la victime malheureuse d'une erreur judiciaire ? « C'est une pensée noble et belle, disait Target dans le rapport de la commission instituée par arrêté du 7 germinal an IX pour la préparation d'un code pénal, que d'accorder aux innocents, soumis aux rigueurs d'une procédure criminelle et acquittés, un témoignage public d'honneur et une indemnité à ceux que l'état de leur fortune réduit à l'impuissance de supporter le dommage que ces épreuves leur ont coûté ! »

Je ne crois pas que personne puisse contester cette assimilation de l'erreur judiciaire aux désastres provoqués par les coups du sort ; et il n'en faudrait pas davantage pour justifier l'inscription dans notre législation du principe de la réparation. Mais s'il n'avait pas d'autres justifications, ce principe n'entrerait pour ainsi dire dans la loi que par la petite porte. Il ne consacrerait pas un droit, mais établirait une faveur toujours soumise à l'examen de celui-là même qui l'octroie, toujours sujette à un refus..... N'y a-t-il pas pourtant quelque différence à faire entre la victime d'un désastre auquel la société est tout à fait étrangère et la victime d'une erreur judiciaire qui a été com-

mise par les représentants de la puissance sociale, dans l'intérêt de cette puissance sociale.

Que cette différence existe, il n'est pas possible de le nier ; que la part prise par la Société dans la poursuite ou dans la condamnation erronées suffise à engendrer, non plus seulement un simple devoir d'assistance, mais une dette, la question est plus délicate et elle est vivement controversée.

Les principes de notre droit public, dit-on, s'opposent à l'inscription d'une pareille dette. Dans notre droit public, « si l'on cherche à se rendre compte des différences que présente la responsabilité de l'État selon les diverses fonctions qu'il est appelé à remplir, on voit que la responsabilité est d'autant plus restreinte que la fonction est plus élevée. La responsabilité est même nulle quand la fonction confine à la souveraineté ». Or l'œuvre de la justice est l'une des plus hautes et des plus salutaires fonctions de la souveraineté. L'État rendant la justice est souverain, donc irresponsable.

L'argument ne nous touche guère. Est-il vrai que les principes de notre droit public, c'est-à-dire l'esprit qui se dégage de l'ensemble de nos institutions de droit public, envisagées dans leur histoire et dans leur état présent, exonèrent l'État de toute responsabilité parce qu'il est souverain et lorsqu'il agit comme souverain ? Nous demandons alors s'il ne faudrait pas modifier les principes de notre droit public : « Car enfin le droit public peut être dominé aujourd'hui par des idées fausses qu'il serait heu-

reux de corriger demain », ainsi qu'on l'a écrit très justement. Ce n'est rien de dire que la souveraineté implique par elle-même l'irresponsabilité, car il s'agit précisément de savoir s'il ne conviendrait pas de la limiter par un autre droit qui serait ici le droit individuel. Le respect qu'imposent les maximes les plus incontestées de droit public n'interdit pas au législateur des transformations progressives qui ont pour effet de les modifier peu à peu. Et s'il fallait faire un nouveau pas dans cette voie, pourquoi l'erreur judiciaire n'en serait-elle pas l'occasion ?

Mais, pressons l'argument. Cherchons si ce qu'on prend pour une règle générale, ce ne sont pas des solutions isolées ? Quelle est donc la raison sur laquelle se fonde l'irresponsabilité de l'État ? Il y a en premier lieu de nombreuses hypothèses, où l'irresponsabilité de l'État est plutôt un fait qu'un droit. L'État est irresponsable parce qu'il est tout-puissant et qu'il n'y a pas d'autorité qui puisse prononcer sa responsabilité. De ce qu'en fait l'irresponsabilité de l'État souverain découle trop souvent de la force des choses, de ce que, par exemple, un particulier ne peut demander compte au pouvoir législatif de ses votes ni au pouvoir exécutif des actes de gouvernement, s'ensuit-il que toujours et qu'en droit le pouvoir soit irresponsable ?

Il y a d'autres hypothèses où la prudence oblige l'État, soit à repousser toute responsabilité, soit à ne l'accepter que dans certaines limites. Voici par exemple le cas de guerre ou le cas d'émeute : l'État prendra-t-il à sa charge la responsabilité des vies fauchées, des ravages exercés ?

Non, assurément ; quand bien-même il aurait causé par un défaut de vigilance ou d'organisation tous ces désastres, il se refuserait à reconnaître qu'il doit les réparer ! Est-ce parce qu'il échappe comme souverain à toute responsabilité, parce qu'il ne peut pas être déclaré responsable de ses actes de souveraineté ? Non. Le véritable fondement de l'irresponsabilité de l'État en cas de guerre, c'est une raison de prudence et d'opportunité, bien plus qu'une raison de justice et de principe. On a considéré la difficulté de déterminer avec précision la part de responsabilité qui peut incomber à l'État dans les dommages causés par la guerre ou l'émeute, l'impossibilité de réparer intégralement ceux de ces dommages dont l'État serait reconnu responsable, et devant les nécessités sociales, la justice a dû s'incliner ; la raison d'État l'a emporté sur la raison.

Mais, si vous sortez de ces deux ordres d'hypothèses, — de celles où la responsabilité de l'État n'existe pas parce qu'il n'y a personne pour la proclamer, de celles où la responsabilité est niée parce qu'elle est trop lourde, — vous rencontrez des cas nombreux où le principe de la responsabilité de l'État souverain n'est pas contestée.

Prenez par exemple l'hypothèse où l'exécution de certains travaux d'utilité publique a porté atteinte aux droits d'autrui. Est-ce que l'État échappera, parce qu'il est souverain, à la responsabilité du dommage qu'il a causé ? En aucune façon. L'État répondra, dans une mesure au moins aussi large (nous verrons même bientôt qu'il

répond dans une mesure plus large) que le particulier, du dommage causé par son fait.

La responsabilité de l'État, à ce point de vue, est loin d'ailleurs d'être une nouveauté ; elle est encore réglée aujourd'hui par la loi du 28 pluviôse an VIII, et cette loi n'a fait elle-même que reproduire avec des modifications de détail la législation antérieure.

Objecterez-vous que l'État, exécutant des travaux publics, fait en somme des actes de gestion plutôt que des actes de souveraineté ? L'objection ne nous paraît pas fondée, et il nous semble évident que c'est bien comme souverain que l'État exécute des travaux publics. Si elle était fondée pour le cas de travaux publics, elle ne le serait plus pour une autre hypothèse où la responsabilité du pouvoir est admise.

Cette hypothèse, il est vrai, ne concerne pas l'État, mais seulement les communes. Nous voulons parler de la responsabilité civile des communes en cas de dommages exercés par des attroupements. Aux termes des articles 106 à 108 de la loi municipale du 5 avril 1884, les communes sont « civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence, sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées », si elles ne font la preuve que « toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir ont été prises à

l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements et d'en faire connaître les auteurs ».

Cette responsabilité des communes, admise déjà par un décret du 23 février 1790, n'a d'autre base que la faiblesse et l'insuffisance de l'autorité. Voilà donc le pouvoir responsable de ses actes. Il est vrai que c'est seulement le pouvoir au degré inférieur de l'échelle, le pouvoir dans les mains du magistrat municipal. Lorsqu'il s'agit du pouvoir à un degré plus élevé, la responsabilité dans le cas de faiblesse cesse d'être admise ; mais qui ne voit que ce ne peut pas être pour une raison de principe, mais simplement pour un motif d'opportunité semblable à celui qui, comme nous l'avons vu plus haut, fait écarter la responsabilité de l'État en cas de guerre ?

Il nous paraît donc impossible de soutenir que l'irresponsabilité de l'État souverain est un principe de notre droit public, un de ces dogmes qui doivent arrêter le législateur dans sa marche vers le progrès. L'objection tirée de l'existence de ce principe ne porte pas. Il reste à prouver que l'erreur judiciaire engage ou peut engager la responsabilité de l'État.

Sur quel fondement appuierons-nous cette responsabilité ?

Ici encore on a essayé de faire intervenir l'idée de faute, en élargissant considérablement le domaine de cette idée. Par elle-même l'erreur judiciaire, a-t-on dit, est une faute, une faute sociale. « La Société, en acceptant le devoir de rendre la justice, doit remplir ce devoir dans sa plénitude.

Il lui est arrivé de prendre le mensonge pour la vérité, l'innocent pour le coupable. Elle a failli à sa mission. »

Mais cette théorie nous paraît inadmissible : son point de départ est que l'État devrait être, ce qu'il ne peut pas être, la perfection.

C'est dans une théorie toute différente que nous chercherons la solution du problème, théorie que nous formulons dans les termes suivants : « **La Société est tenue d'indemniser les individus des sacrifices qu'elle leur impose dans l'intérêt général.** »

Essayons de démontrer que cette formule est exacte et qu'elle résout complètement le problème de la réparation des erreurs judiciaires.

L'individu a des droits, ces droits il les exerce librement sous deux limites : les droits d'autrui et l'utilité générale.

Je n'insiste pas sur la première de ces limites. Le respect des droits d'autrui est ce qui distingue la liberté de la licence. L'État a naturellement le droit et le devoir d'imposer par la force ce respect des droits d'autrui.

Mais l'État peut faire quelque chose de plus. Il peut non seulement empêcher que l'exercice de la liberté soit abusif et transforme la liberté en licence, mais encore, dans l'intérêt général, exiger des citoyens une diminution de leurs droits légitimes, leur imposer un sacrifice.

C'est ainsi qu'il aura le pouvoir en même temps de protéger les bourses contre les entreprises des voleurs, et de prélever sur la fortune de chacun les contributions néces-

saires au fonctionnement des services sociaux ; de protéger les vies humaines contre les assassins et d'envoyer les soldats à la mort ; de garantir aux propriétaires le libre exercice du droit de propriété et de s'emparer par l'expropriation de telles ou telles propriétés ; d'empêcher les violences et les séquestrations arbitraires et de faire lui-même des arrestations et des incarcérations, etc.....

Ces sacrifices qui lui sont demandés dans un intérêt général, le citoyen ne peut pas se refuser à les accomplir. Il paiera l'impôt, sera soldat, se laissera exproprier, subira l'emprisonnement..... La liberté individuelle passe après l'intérêt général.

Mais la liberté individuelle ainsi comprimée n'est pas sans défense. Pour que le sacrifice soit légitimement exigé du citoyen, il faut que ce sacrifice soit le même pour tous. Si l'atteinte à la liberté est en même temps une violation de l'égalité, le citoyen sacrifié de préférence aux autres citoyens est en droit d'obtenir une compensation à son sacrifice.

Personne ne conteste aujourd'hui le droit de ce citoyen sacrifié, à une compensation, lorsque c'est dans ses biens qu'il a souffert. L'État peut, dans un intérêt général, exproprier les biens d'un particulier, il est tenu à payer par avance à l'exproprié, d'après une estimation qui garantit parfaitement les intérêts de l'exproprié, une juste indemnité. Il peut occuper temporairement les terrains d'un particulier pour y établir des chantiers ou y installer des machines ; il peut autoriser l'entrepreneur à extraire

de ces terrains les matériaux qui lui sont nécessaires ; dans tous les cas il est tenu de réparer les dommages dont il est l'auteur.

En sera-t-il autrement lorsque le citoyen, à qui il a été demandé un service extraordinaire et exceptionnel, a souffert non plus directement dans ses biens, mais dans sa personne ? L'État s'est, dans l'intérêt général et pour assurer la bonne exécution de la justice, emparé de la personne d'un citoyen, il l'a fait comparaître devant des juges qui l'ont condamné ; il a exécuté la condamnation. Plus tard on s'aperçoit qu'une erreur a été commise, que le coupable était innocent : c'est donc à tort que l'individu arrêté, poursuivi, condamné, a subi dans sa personne et accessoirement dans ses biens un préjudice « spécial ». Il a souffert plus que ses concitoyens. Et pourquoi ? Parce que l'intérêt général a voulu qu'il souffrit. Parce que la nécessité sociale de punir a exigé qu'à défaut même de preuve certaine et sur de simples présomptions il fût détenu, jugé et condamné ! De même que l'exproprié, la victime de l'erreur judiciaire peut s'appuyer sur le principe de l'égalité des charges pour demander réparation ou compensation.

Cette assimilation entre la situation de l'exproprié et la situation de l'innocent poursuivi ou condamné a été vivement combattue. Les objections qui ont été faites prouvent bien que ce ne sont pas deux situations identiques, ce qui est évident, mais elles ne détruisent pas l'analogie frap-

pante qui existe, au point de vue des principes, entre les obligations que l'une et l'autre créent à l'État.

L'expropriation est volontaire, les poursuites erronées étaient nécessaires : ainsi se formule la première objection. « Dans l'expropriation, l'État sort de son inaction parce que cela lui convient. Lorsqu'au contraire un méfait a été commis, le devoir s'est imposé à l'autorité qui ne peut s'y soustraire sans forfaire à sa mission, de poursuivre la recherche et le châtiment du coupable. »

Mais que conclure de cette différence ? Que le Code d'instruction criminelle et le Code pénal sont plus importants que les lois sur l'expropriation, qu'une société se passerait moins facilement de ceux-là que de celle-ci ; et voilà tout. Or, supposez que telle expropriation ait un caractère d'urgence et de nécessité au moins égales à celles de telle arrestation, qu'elle soit indispensable pour empêcher par exemple la destruction de toute une contrée, devrait-il s'ensuivre que le propriétaire exproprié n'aura pas droit à l'indemnité ?

Dans l'expropriation, dit-on encore, l'État paie un prix parce qu'il reçoit un équivalent, parce qu'il s'enrichit ; il est naturel qu'il ne s'enrichisse pas aux dépens des particuliers. La privation de liberté, au contraire, dont souffre la victime de l'erreur judiciaire est sans aucun profit pour l'État qui a entrepris dans l'espèce une campagne de préservation et non d'enrichissement, « *certat non de lucro captando, sed de damno vitando* ».

Mais l'objection ne serait fondée que si, dans l'expro-

priation, le profit que trouve l'État dans l'opération était la mesure de l'indemnité allouée, si le prix devait représenter l'utilité publique acquise par la société et non la valeur enlevée au particulier. Il n'en est rien; c'est le dommage de l'exproprié que le jury d'expropriation doit envisager et nullement le gain de l'expropriant.

L'assimilation que nous avons faite entre l'exproprié et la victime des erreurs judiciaires, n'est pas contredite par ces objections. Qu'importe d'ailleurs cette assimilation dont l'avantage est seulement de rapprocher deux conséquences du même principe, mais qui n'est pas indispensable pour étayer la théorie de la réparation des erreurs judiciaires. Toute la question est de savoir si l'État a le droit d'imposer dans l'intérêt général à un citoyen, un sacrifice supérieur à celui qu'il demande aux autres citoyens, sans être tenu à fournir une compensation. Nous avons répondu à cette question par une réponse négative, et de cette réponse négative découle logiquement le droit, pour les victimes d'erreurs judiciaires, de recevoir une indemnité de l'État (1).

(1) Sur cette question de principe, cf. l'important ouvrage de M. de Bonneville de Marsangy sur *l'Amélioration de la loi criminelle* (1864), une communication de M. Worms à l'Académie des Sciences morales (1876), les articles de M. Henri Pascaud dans la *Revue critique* (1888), enfin le livre de M. G. Péan, *l'Erreur judiciaire* (1895).

CHAPITRE DEUXIÈME

LES DÉVELOPPEMENTS DU PRINCIPE

Du principe que nous avons adopté découlent les quatre conséquences suivantes :

1° Il n'y a pas lieu de distinguer, en ce qui concerne l'application du principe de la réparation des erreurs judiciaires, si la victime de l'erreur a subi une condamnation depuis révisée, ou si, au contraire, l'erreur a été reconnue avant toute condamnation par une ordonnance de non-lieu ou par une sentence d'acquittement ;

2° L'indemnité ne sera pas allouée à l'individu dont l'innocence a été constatée, s'il est démontré que l'erreur a été provoquée par sa faute ;

3° L'allocation des dommages-intérêts et la fixation de la somme à laquelle ils doivent s'élever rentrent dans les attributions des tribunaux de l'ordre judiciaire ;

4° La réparation doit être exactement mesurée sur le préjudice.

Nous devons justifier ces solutions et répondre aux objections qu'elles ont soulevées.

I

Il n'y a pas lieu de distinguer, en ce qui concerne l'application du principe de la réparation des erreurs judiciaires, si la victime de l'erreur a subi une condamnation depuis révisée, ou si l'erreur a été reconnue avant toute condamnation par une ordonnance de non-lieu ou par une sentence d'acquittalment.

Toutes les fois que l'individu a, dans un intérêt social, souffert plus que sa part distributive de sacrifices, il a le droit de réclamer de la société une compensation légitime proportionnée à cet excès de souffrance ou de sacrifices. Et il n'importe que le sacrifice excessif ait été minime ou considérable, qu'il ait consisté en une privation de liberté ou en une perte pécuniaire, qu'il ait été déshonorant ou simplement gênant, dès le moment qu'il est appréciable, cela suffit. Comme on l'a dit très justement, « la différence de quantité ne change rien à l'essence du droit » (1).

Il ne faut pas se dissimuler pourtant que l'extension aux victimes d'erreur judiciaire simplement acquittées ou renvoyées par ordonnance de non-lieu, de l'application du principe de réparation, rencontre dans la pratique des difficultés redoutables.

(1) Le Poittevin. *Rapport sur les indemnités en cas d'erreurs judiciaires*. (Revue pénitentiaire 1895, p. 1237 et suivantes).

Trois objections sont soulevées :

Voici la première : N'est-ce point paralyser l'action de la justice que d'exposer l'État à des indemnités aussi fréquentes ? Voilà un magistrat à qui un crime est dénoncé. Il y a des charges contre l'individu désigné, mais des charges insuffisantes par elles-mêmes et que l'arrestation du prévenu peut seule confirmer ou détruire. N'est-il pas à craindre que, si la conséquence possible de cette arrestation est un procès en dommages-intérêts contre l'État, le magistrat hésite, recule, et ne procède pas à cette arrestation qui pourtant s'imposait ?

Seconde objection : N'est-ce point en même temps, entraîner le budget dans une aventure ? Il y a eu en 1894 — d'après la dernière statistique criminelle que nous ayons en notre possession — sur 3975 accusés soumis au jury, 1180 acquittés. Sur les 230.486 individus poursuivis à la requête du parquet devant les tribunaux correctionnels, le nombre des acquittés s'est élevé à 13.509. Voilà donc 14.689 victimes d'erreurs judiciaires, que la loi obligera à indemniser. Ajoutez aux acquittés les bénéficiaires d'ordonnances ou d'arrêts de non-lieu. — La statistique de 1894, ne précise pas leur nombre, mais le ministre de la justice, au cours de la discussion de la loi sur la réparation, a cité le chiffre pour 1890, il s'élevait à 12.219. — Comment les finances publiques vont-elles supporter une pareille charge ?

Est-ce que d'ailleurs — et c'est la troisième objection qui

se présente — les acquittés, les bénéficiaires d'ordonnances de non-lieu, méritent vraiment qu'on s'apitoie sur leur sort ?

Lanjuinais disait plaisamment à l'Assemblée législative ; « L'article par lequel vous accordez des indemnités, rendra très joli le métier de se faire accusé : il faut au moins y mettre des bornes. Comme il serait très possible que des personnes fissent le honteux métier de se faire accuser pour avoir des indemnités, je demande que, si vous décrétiez que la société accordera des indemnités, vous déterminiez en même temps combien de fois on sera admis à en recevoir. Je demande qu'on ne puisse être accusé plus de quatre fois ! »

Bien que la forme en soit plaisante, l'objection n'est pas sans valeur. Mais il y a plus, ce n'est pas seulement le métier d'accusé par erreur qui deviendra lucratif, c'est celui d'innocenté par erreur. Qui ne sait en effet que l'ordonnance de non-lieu ou que l'acquittement ont plus souvent pour cause l'impossibilité de démontrer la culpabilité du prévenu que la certitude de son innocence. Faudra-t-il donc que le délit qui jouit déjà de l'impunité devienne indirectement la source d'un nouveau profit ? Que le coupable, non content de braver les foudres de la justice, lui demande compte d'une suspicion pourtant trop fondée !

Répondons d'abord à cette troisième objection :

L'argument n'aurait toute sa force que si nous admet-

tions pour tout acquittement, pour toute ordonnance de non-lieu, l'allocation d'une indemnité réparatrice. Est-il nécessaire de répondre que les conséquences de notre théorie ne nous entraînent pas si loin ?

Certes, il y a une différence, et nous n'avons jamais songé à la contester, entre l'hypothèse d'une condamnation révisée et celle d'un simple acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu. Il n'est pas niable, il n'est pas nié que, tandis que l'arrêt ou le jugement de revision atteste de la façon la plus solennelle qu'une erreur a été commise, que le condamné était innocent, c'est souvent l'impossibilité de prouver l'existence de l'infraction qui vaut à l'accusé ou au prévenu son acquittement ou son renvoi. Qu'en faut-il conclure ? Que le dommage causé à l'innocent ne sera réparé que lorsque, par la revision, son innocence a été proclamée ? Ou au contraire que le dommage causé à l'innocent sera toujours réparé, sauf à l'individu qui se prévaut de son innocence à en apporter la preuve ? L'hésitation n'est pas possible. Cette seconde solution s'impose.

Comment l'innocent fera-t-il la preuve de son innocence ? C'est là une question d'application qui n'est pas sans difficulté et dont la solution peut varier. La loi peut en effet limiter les modes de preuve ou n'en exclure aucun. Si elle les limite, elle peut être plus ou moins large, reculer plus ou moins les bornes de la réparation. Quelle que soit la solution qu'on adopte, les principes restent les mêmes.

La solution qui nous paraît la meilleure est celle qui réduit tous les moyens de preuve à un seul, la déclaration du juge : le juge même qui prononce l'acquittement ou l'ordonnance de non-lieu devra expressément déclarer, s'il lui paraît résulter de l'instruction, l'innocence du prévenu, ou si au contraire l'acquittement ou l'ordonnance de non-lieu sont le résultat d'un doute. Ainsi la justice elle-même séparerait l'innocence démontrée de la culpabilité non établie : il n'y aurait pas à craindre de faire profiter les coupables impunis d'une loi faite pour les innocents.

Je sais bien qu'on nous oppose immédiatement une objection nouvelle : Distinguer deux sortes d'acquittés, les acquittés innocents et les autres ! Quelle situation pour ceux-ci. Par cela seul que quelques-uns d'entre eux obtiendront avec l'indemnité la déclaration de leur innocence, tous les autres resteront sous le coup du soupçon ! Pour améliorer le sort du petit nombre, on aggravera le sort du plus grand nombre. On établira des différences, on soulèvera des comparaisons, au lieu de laisser planer sur tous, dans l'opinion publique comme dans la sentence du juge, une incertitude uniforme.

Sans doute, on établira des différences ! Et ce ne serait pas écarter l'objection que de réserver l'examen de la question d'innocence au cas où une demande formelle en est faite par l'accusé, car le seul fait de ne pas exercer cette demande suffira pour classer l'acquitté dans la catégorie des suspects. Il y aura donc des acquittés, il y aura

(pour user d'une abréviation trop à la mode) des « non-lieu » qui ne pourront plus faire sonner très haut la sentence d'acquittalment ou l'ordonnance de non-lieu ! Mais est-ce que, aujourd'hui déjà, l'opinion publique ne sait pas faire des distinctions entre tels ou tels bénéficiaires d'acquittements ou de non-lieu ? Est-ce que le silence des juges l'empêche de penser et de parler ? Est-ce que les déclarations qu'on exigerait des juges n'auraient pas pour résultat heureux d'éviter, au moins dans une certaine mesure, qu'elle ne s'égare ? Y a-t-il quelque chose d'inique à ce que le juge affirme publiquement sa conviction ou au contraire son doute ? Ou l'iniquité ne consiste-t-elle pas plutôt à confondre dans une même déclaration d'acquittalment pur et simple, l'individu reconnu innocent et le coupable acquitté faute de preuve ?

Bien loin de nous paraître dangereuse, la distinction que créerait la déclaration d'innocence entre les diverses catégories d'acquittés et de bénéficiaires d'ordonnances de « non-lieu » serait en soi une chose excellente. Cette déclaration d'innocence est-elle possible ?

En ce qui concerne les acquittements des tribunaux correctionnels et les ordonnances de non-lieu, rien n'est plus facile que de demander au juge cette déclaration. Déjà dans l'état actuel du droit, le jugement d'acquittalment ou l'ordonnance de non-lieu doivent être motivés. Si, dans la pratique et surtout pour les ordonnances de non-lieu où la formule d'usage est un « attendu » très énigmatique : « attendu que la prévention n'est pas suffisamment éta-

blie », l'indication des motifs n'est pas toujours suffisamment précise pour qu'on en puisse déduire la certitude ou l'incertitude de l'innocence du prévenu, il serait très facile d'obliger les tribunaux et les juges à préciser leur sentiment et à déclarer formellement leur conviction ou leur doute.

Pour les arrêts de la Cour d'assises la réforme devrait être plus complète. Aujourd'hui, en effet, les jurés ne peuvent répondre que par « oui » ou par « non » aux questions qui leur sont posées, et rien dans leur verdict ne laisse entrevoir les motifs de leur décision. Faudrait-il demander au jury de se prononcer non seulement sur la culpabilité du prévenu, mais aussi sur son innocence ; lui permettre non seulement d'écarter l'application de la peine, mais encore de faire une déclaration d'innocence ? Ou au contraire faudrait-il réserver cette mission à la Cour ?

La première solution serait peut-être la plus logique, celle qui s'imposerait si l'esprit de notre législation pénale n'était pas de se défier du « sentimentalisme » du jury et de lui retirer le plus possible de ce qu'on a été obligé de lui donner. De même que la Cour est appelée en vertu de notre Code pénal à statuer sur les demandes en dommages-intérêts introduites accessoirement par les parties, de même elle serait chargée en cas d'acquittal de prononcer la déclaration d'innocence qui doit servir de base à une demande d'indemnité.

Une dernière question se pose. Quelle sera la situation de ceux dont l'innocence certaine n'est démontrée que

postérieurement à l'acquittement ou à l'ordonnance de non-lieu ? Faudra-t-il leur donner le droit d'introduire une nouvelle demande en déclaration d'innocence ? Mais devant quel tribunal exerceraient-ils ce droit ? Devant la première juridiction, devant celle qui a refusé de déclarer leur innocence, comme on l'a proposé ? Ce sera le plus souvent impossible : le juge d'instruction ne sera plus le même, la Cour d'assises est essentiellement temporaire. Devant le Tribunal de leur domicile ? Aura-t-il les éléments pour juger ? Sera-t-il sans danger de le faire juge des décisions des tribunaux criminels ou des actes des juges d'instruction ?

Il y a là des difficultés pratiques considérables et devant lesquelles nous croyons préférable de rendre définitif et irrévocable l'avis du juge qui a signé l'ordonnance de non-lieu, du Tribunal ou de la Cour qui a prononcé l'acquittement. Tout au plus excepterions-nous l'hypothèse où le fait nouveau qui démontre l'innocence certaine est justement la condamnation des véritables auteurs de l'infraction pour laquelle l'innocent a été antérieurement poursuivi : il n'y aurait aucun inconvénient à ce que le Tribunal, juge nouveau de l'affaire, fût saisi d'une demande en déclaration d'innocence sur laquelle il pourra statuer en pleine connaissance de cause.

Limitée par cette distinction, dont nous croyons avoir démontré la possibilité et l'utilité, entre les différents acquittés et bénéficiaires d'ordonnances de non-lieu,

l'extension aux cas d'acquittement ou de non-lieu du principe de la réparation n'aurait pas les inconvénients financiers que font valoir ses adversaires. Il est impossible aujourd'hui de déterminer, même approximativement, le nombre de ceux qui seraient appelés à profiter du principe nouveau, ni l'importance de l'indemnité qui devrait être allouée à chacun : mais on peut affirmer que ni l'un ni l'autre de ces chiffres ne serait assez considérable pour peser lourdement sur les finances publiques. Croyez-en nos adversaires eux-mêmes. Ceux qui combattent l'extension du principe de la réparation ne sont-ils pas les mêmes qui louent « la sagesse des magistrats, l'heureuse transformation des mœurs judiciaires, grâce auxquels les excès de zèle, les imprudences coupables se font de plus en plus rares ? » Que nous parlent-ils donc de millions si les causes d'erreur n'existent plus !

Reste la dernière objection, l'énervement de la justice, les hésitations qui vont arrêter le juge d'instruction dans son œuvre de défense sociale, s'il sait que les mesures de rigueur, que sa conviction lui ordonne de prendre, pourront entraîner la responsabilité de l'État.

L'objection fût-elle exacte, s'il devait être vrai qu'après l'inscription dans notre code d'instruction criminelle du principe de la réparation, les arrestations seront moins nombreuses, il resterait à démontrer que ce résultat serait un mal. On n'arrêtera plus assez, dites-vous : mais est-ce qu'on n'arrête pas trop, aujourd'hui ? Est-ce que la liberté

individuelle trouve dans nos lois pénales des garanties suffisantes? Est-ce qu'il serait fâcheux que le pouvoir absolu des juges d'instruction fût un peu amoindri! Est-ce que, ainsi que le disait M. le sénateur Béranger, « une disposition qui, sans gêner le juge dans l'exercice de son redoutable pouvoir, lui mettrait devant les yeux les conséquences que pourrait entraîner un défaut de circonspection, serait inutile dans nos lois et n'en compléterait pas heureusement l'harmonie. »

Mais l'objection ne nous paraît pas fondée. Il nous semble qu'au contraire la pensée que, s'il commet une erreur, cette erreur ne sera pas irréparable, doit soulager la conscience du juge et, sans réduire en rien sa prudence, diminuer ses hésitations et ses craintes. On aurait de nos magistrats une opinion peu flatteuse si on les estimait capables de préférer leur tranquillité à la justice, de craindre plus la reconnaissance de leur erreur que l'erreur même. Est-ce d'ailleurs l'indemnité qui suivra l'acquittement ou bien l'acquittement lui-même qui démontre l'erreur du juge? Et celui-ci n'aura-t-il pas à gagner tout le premier à ce qu'on distingue, par la déclaration d'innocence, l'acquittement qui est un véritable démenti à son opinion, de ceux-là bien plus nombreux sans doute, qui sont dus à l'insuffisance des charges.

II

L'indemnité ne sera pas donnée à l'individu dont l'in-

nocence a été constatée, s'il est démontré que l'erreur judiciaire a été provoquée par sa faute.

Nous avons vu dans le précédent paragraphe que l'indemnité serait réservée à ceux dont la justice elle-même a reconnu l'innocence : il y aurait là une première garantie contre les entraînements dangereux, une première limite à l'application de la réparation. Une seconde garantie nous paraît devoir être admise, une seconde limite posée. Il ne suffirait pas au prévenu ou à l'accusé d'apporter cette déclaration d'innocence pour que s'ouvrit son droit à l'indemnité, il faudrait encore qu'on ne pût pas invoquer justement contre lui un fait qui le constituerait en faute et qui justifierait les mesures de rigueur prises contre lui.

Cette restriction s'explique d'elle-même : Tel inculpé aura refusé ou simplement négligé de se justifier, ou il aura, dans quelque but intéressé, volontairement laissé croire à sa culpabilité, peut-être pour donner au véritable coupable qu'il connaît le temps de fuir et de se dérober à la justice. Tel autre ayant fait l'apologie d'un crime qui vient de se commettre, a fait croire à sa culpabilité et a été poursuivi par erreur et même condamné comme complice ou comme auteur de ce crime. De quoi se plaindraient-ils ? Ne sont-ils pas les propres auteurs du dommage qu'ils ont subi ?

Cette exception admise, comment faudrait-il la formuler dans la loi ? Faudrait-il déterminer rigoureusement les hypothèses qui constitueraient la victime de l'erreur en

faute? Faudrait-il, au contraire, inscrire une formule générale analogue à celle-ci : L'indemnité ne sera pas allouée lorsque le condamné, accusé ou prévenu, aura donné lieu, par sa faute, aux poursuites ou à la condamnation.

Nous préférons la seconde formule. Il nous paraît nécessaire, dans une matière aussi nouvelle, de laisser au juge un pouvoir d'appréciation assez large. La formule générale nous semble aussi mieux répondre à l'idée que nous nous faisons de la faute.

Par ce mot « faute », en effet, nous entendons tout acte émanant de l'individu poursuivi ou condamné qui a pu induire en erreur la justice ou rendre excusables les poursuites ou la condamnation. Ainsi, un individu est poursuivi pour escroquerie ou pour abus de confiance. Les délits d'escroquerie et d'abus de confiance sont des délits très complexes, pour l'existence desquels est requis le concours d'un certain nombre de circonstances. Qu'une seule de ces circonstances fasse défaut et le juge se verra forcé d'acquitter parce qu'il n'y a eu que des actes, très répréhensibles au rapport de la loi morale, mais qui échappent à l'application de la loi pénale. L'auteur de ces actes d'indélicatesse, dont l'innocence au point de vue légal devra être déclarée, sera-t-il en droit de réclamer une indemnité? Nous ne le voulons pas, et nous réservons au juge la faculté d'affirmer, même après une déclaration d'innocence, après un arrêt de revision, que les poursuites et que la condamnation ont été suffisamment motivés par la conduite de l'inculpé.

La formule générale que nous avons acceptée laisserait une latitude suffisante aux juges, pour que l'indemnité réparatrice soit accordée seulement dans le cas, où c'est un préjudice véritablement injuste et immérité qu'a souffert la victime de l'erreur judiciaire.

III

L'allocation des dommages-intérêts et la fixation de la somme à laquelle ils doivent s'élever rentrent dans les attributions des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Cette solution n'est pas la moins controversée.

Certains voudraient que le Pouvoir législatif seul eût qualité pour accorder une indemnité aux victimes des erreurs judiciaires. L'idée n'est pas nouvelle. Dans la discussion qui s'était ouverte devant l'Assemblée constituante sur la question de la réparation, un orateur avait dit déjà : « L'avis qui vous est proposé donnera à 83 tribunaux le droit de donner des mandats sur le Trésor public, ce qui peut ne pas être absolument conforme aux principes de la Constitution. Je propose pour amendement que ce soit le Corps législatif qui statue sur les indemnités demandées par les accusés acquittés, et que le Tribunal donne seulement son avis sur la question de savoir si leur requête doit être présentée au Corps législatif. »

Est-il besoin de dire que l'argument tiré du droit constitutionnel ne porte pas ? Assurément le Pouvoir législatif

est seul compétent pour voter les ouvertures de crédit nécessaires à l'allocation des indemnités ; mais il n'y a aucune difficulté constitutionnelle à admettre que la répartition de ces crédits soit faite par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Le vrai motif, qui inspire les partisans de ce système, est le même, au fond, qui pousse les adversaires du principe de la réparation : l'irresponsabilité de l'État. Ce sera le Pouvoir législatif qui accordera les indemnités aux victimes d'une erreur judiciaire, de même que c'est le Pouvoir législatif qui accorde les indemnités aux victimes de l'inondation et de l'incendie. En réfutant la théorie de l'irresponsabilité de l'État, nous avons, par avance, répondu à cette autre théorie qui en découle logiquement. Il nous reste à ajouter qu'en pratique, l'intervention du Pouvoir législatif serait encore plus critiquable qu'en théorie, qu'elle mêlerait la politique à la justice, qu'elle entraînerait une violation fréquente et dangereuse des pouvoirs législatif et judiciaire, qu'il serait impossible de la mettre en mouvement pour la réparation des erreurs peu graves, etc...

C'est encore en prenant comme point de départ l'irresponsabilité de l'État, et en considérant l'indemnité comme une faveur, que dans un article récent de la *Revue politique et parlementaire*, on a proposé la création d'une « nouvelle institution de bienfaisance et de justice sociale qui, après examen des situations individuelles, prendrait les mesures de réparation matérielle ou morale qu'elles comportent » ; institution qui se rapprocherait à la fois

des bureaux d'assistance judiciaire et de la commission des grâces. Une commission instituée dans chaque ressort, composée de magistrats, de personnalités administratives, de membres des corps élus, d'avocats, instruirait les demandes, recevrait les avis et les propositions des juges d'instruction, des parquets, des tribunaux, des jurés, siégerait sans publicité et transmettrait des propositions à une commission centrale, laquelle établirait la répartition définitive (1).....

Quels que puissent être les avantages d'une pareille institution, elle ne répondrait pas du tout à notre théorie de la réparation.

En effet, dès l'instant que l'on admet que la réparation est un droit pour la victime de l'erreur judiciaire, il faut reconnaître que la fixation du montant de cette réparation rentre dans les attributions d'un tribunal, c'est-à-dire d'un organe de juridiction contentieuse et non pas de juridiction gracieuse.

Faisons un pas de plus : le tribunal ne devra pas être un tribunal de l'ordre administratif.

Osera-t-on dire que l'État n'est pas justiciable des tribunaux ordinaires, et que ce serait violer le principe de la séparation des pouvoirs (administratif et judiciaire) que de l'amener devant un de ces tribunaux ? Ce serait faire une confusion fâcheuse entre l'État qui est l'expression de la

(1) Seligman. Des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires. (*Revue politique et parlementaire*, juillet 1895).

société et l'administration qui n'est qu'une partie de l'État, et ce serait oublier que personne, pas même l'administration, n'échappe à la juridiction des tribunaux ordinaires lorsque certaines questions sont en jeu. Allons au fond des choses : c'est en accordant aux tribunaux administratifs la compétence, en matière d'attribution d'indemnité aux victimes d'erreurs judiciaires, qu'on violerait le principe de la séparation des autorités, parce qu'on donnerait à l'autorité administrative le droit exorbitant de se faire juge des conditions dans lesquelles une affaire a été instruite et jugée par l'autorité judiciaire.

Ce sera donc l'autorité judiciaire qui statuera sur les demandes en réparation. Mais quel organe de cette autorité, quel tribunal ?

Dans la théorie que nous avons adoptée, la solution de cette question est des plus simples. Nous avons admis, en effet, qu'à la base de toute demande en indemnité il devait y avoir déclaration d'innocence résultant du jugement ou de l'arrêt de revision : déclaration d'innocence proclamée par la sentence d'acquittalment ou par l'ordonnance de non-lieu, déclaration d'innocence déclarée postérieurement à cet acquittalment ou à cette ordonnance dans l'hypothèse exceptionnelle indiquée en un paragraphe précédent. Dans tous les cas, ce sera donc le juge auquel est confiée la mission de constater l'innocence qui statuera sur la demande d'indemnité.

IV

La réparation doit être exactement mesurée sur le préjudice.

Que ce soit le préjudice qui doive déterminer l'importance de la réparation, je ne pense pas que cette conséquence ait besoin d'être justifiée par des raisons indépendantes de celles qui justifient le principe lui-même. Dès l'instant qu'on admet le principe de la réparation, il faut bien que ce soit le dommage qui serve de base à la réparation. La seule question discutable est celle de savoir, si l'indemnité réparatrice doit compenser tout le dommage, ou une partie seulement de ce dommage.

Distinguons d'abord entre la réparation de l'erreur elle-même et la réparation des conséquences de l'erreur. L'erreur est réparée par la proclamation de l'erreur, par la sentence de revision ou par la déclaration d'innocence qui accompagne l'acquiescement ou l'ordonnance de non-lieu. L'erreur est réparée encore par la publicité donnée à sa reconnaissance, par l'affichage ordonné de la sentence de revision et de la déclaration d'innocence. Ce ne sont pas là, à proprement parler, des applications de notre théorie de la réparation. Reconnaître l'erreur qu'on a commise et apprendre au public trompé qu'il a été induit en erreur, c'est un premier devoir qui s'imposerait, alors même qu'on ne devrait pas supporter la responsabilité de cette erreur.

Autre chose est la réparation des conséquences de l'erreur : c'est ici que se présente véritablement l'application de notre théorie.

Dans quelle mesure le principe que nous avons posé exige-t-il la réparation de ces conséquences ?

Tout acte qui porte préjudice a des conséquences multiples, à la fois matérielles et morales. Matérielles : la position détruite, l'industrie perdue, la fortune diminuée, la santé ébranlée. Morales : la honte ressentie, les souffrances endurées. Faut-il tenir compte de toutes ces conséquences dans la fixation de l'indemnité ? Faut-il au contraire faire une distinction entre les unes et les autres ?

Certains ont proposé de faire une distinction entre le préjudice moral et le préjudice matériel et de mesurer, d'après l'importance du préjudice matériel seul, l'étendue de la réparation pécuniaire. Mais on doit reprocher à cette théorie de manquer absolument de précision. Qu'est-ce que le préjudice matériel, et qu'est-ce que le préjudice moral ? Voulez-vous simplement demander, avec un éminent magistrat, que la loi accorde aux victimes d'erreurs judiciaires « une indemnité réglée par un tarif officiel et proportionnée à la valeur de chaque journée de travail dont ils auraient été privés » (1) ? C'est, entendu dans un sens très restreint, mais acceptable, le préjudice matériel. Voulez-vous, au contraire, donner à ce mot une signifi-

(1) Guillot, *Des principes du nouveau code d'instruction criminelle*. Paris, 1884.

cation beaucoup plus large et non moins acceptable, et comprendre toutes les conséquences matérielles de l'erreur? Mais cette distinction n'est pas seulement imprécise, elle est encore illogique. Il n'y a aucune raison d'admettre que certaines conséquences de l'erreur seront réparées et que les autres ne le seront pas. Théoriquement elles doivent être réparées toutes. Certaines de ces conséquences, il est vrai, peuvent être exactement et intégralement réparées, tandis que d'autres ne peuvent l'être qu'incomplètement et par à peu près; mais c'est une différence dans l'application et non dans le principe. Chaque jour les tribunaux sont en présence de dommages qu'il est difficile d'apprécier en argent : la difficulté ne les arrête pas.

Non moins illogique est la distinction, au point de vue du droit à l'indemnité, entre les erreurs qui ont entraîné une détention et celles qui n'ont pas été accompagnées de cette détention. En vain, a-t-on dit, pour la justifier, que : « il est du devoir de tout citoyen, de tout homme qui profite des avantages de la vie sociale, d'être toujours prêt à répondre aux appels de la justice et à soumettre sa vie à ses investigations toutes les fois qu'elle le juge nécessaire, et que, si ce droit évident d'investigation n'a pas porté atteinte à sa liberté, il n'a pas dépassé la limite de ce que tout membre de la Société doit souffrir dans l'intérêt commun » (Béranger, discussion au Sénat). Si le préjudice a été suffisamment important pour qu'on en puisse demander compte, il n'importe que ce soit sur la personne, ou sur l'honneur, ou sur les biens qu'il ait frappé.

Pour nous, la réparation doit se mesurer exactement sur le préjudice quel qu'il soit. Tout au plus exigeons-nous, comme nous venons de l'exprimer, que le dommage ait une certaine importance pour qu'il soit réparable ; et, par exemple, nous écarterions toutes demandes en déclaration d'innocence ou en réparation des tribunaux de simple police : *De minimis non curat prætor*.

Telle nous paraît être, dans son principe fondamental et dans ses lignes principales, la véritable théorie de la réparation. Quelle application a été faite de cette théorie par le législateur français dans la loi du 8 juin 1895 ?

LIVRE DEUXIÈME

L'APPLICATION DANS LA LOI FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

TENTATIVES D'APPLICATION ANTÉRIEURES A LA LOI
DU 8 JUIN 1895

C'est au xviii^e siècle qu'est apparue, pour la première fois, l'idée que l'État n'a pas fait tout son devoir lorsqu'il a reconnu l'erreur judiciaire et qu'il doit encore réparer les conséquences de cette erreur.

En ce xviii^e siècle, on le sait, l'erreur judiciaire fut une arme terrible dirigée à la fois contre la législation criminelle en vigueur et contre le pouvoir. Si retentissantes étaient alors les revisions de procès criminels qu'il eût été difficile au souverain de les ignorer et de se refuser à les compléter par une réparation pécuniaire. On le vit bien à propos de l'affaire Calas : « Est-ce que je n'aurai pas le plaisir de féliciter M^{me} Calas de la pension du roi — écrivait Voltaire à l'un de ses amis ; — la reine a bu, dit-on, à sa santé : mais ne lui a-t-on pas donné de quoi boire ? » Et plus tard. « Ce n'est pas assez d'être justifié, il faut être dédommagé. Je ne sais pas au juste la valeur d'une roue, mais je crois que cela doit être cher » (1).

(1) Cl. Péan. (L'Erreur Judiciaire, p. 206-207).

Le roi ne résista pas à la demande et accorda aux enfants et à la veuve de Calas une gratification de 3.000 livres. Pension fut accordée de même aux enfants de la Bourdonnaye, aux héritiers des cinq condamnés de Dijon, à bien d'autres. Mais ce n'était là que l'exécution du devoir d'assistance, un secours accordé à des malheureux, et pas encore la reconnaissance d'une dette....

C'est au contraire cette reconnaissance d'une dette que proclame le programme d'un concours ouvert, en 1781, par la société de Châlons-sur-Marne : « Lorsque la société civile ayant accusé un de ses membres par l'organe du ministère public succombe dans cette accusation, quels seraient les moyens les plus praticables et les moins dispendieux de procurer au citoyen reconnu innocent le dédommagement qui lui est dû de droit naturel ? »

Les deux mémoires couronnés à la suite de ce concours, le « Discours sur les moyens d'indemniser l'innocence » de Philippon de la Madeleine, et le « Sang innocent vengé » de Brissot de Warville, adoptent avec enthousiasme et presque sans limites le principe de la réparation..... La même année un avocat nommé Vermeil publiait à Paris un livre sur les « Réformes à faire dans notre législation criminelle », dans lequel il proposait la création d'une caisse des amendes destinée à venir en aide aux victimes d'erreurs judiciaires.

L'opinion était à peine préparée à la théorie de la réparation lorsque le pouvoir royal, par l'ordonnance de 1788, déclarait, en un superbe langage, la faire sienne :

« Après avoir déterminé la forme du jugement des coupables, le roi s'est occupé des dédommagements que vous décernez aux innocents lorsqu'ils ont subi, sur de faux indices, les rigueurs d'une poursuite criminelle. Sa Majesté a voulu connaître le genre de réparation que la loi devait leur avoir assuré. Je dois le déclarer hautement, sa Majesté a vu avec la plus grande surprise que la législation de son royaume n'avait encore rien statué en leur faveur et que, s'ils ne trouvaient pas au procès une partie civile qui pût être condamnée aux frais de l'impression et de l'affiche du jugement d'absolution, cette faible indemnité n'était même pas accordée à l'innocence. Le roi s'occupe de ces réparations qu'il regarde comme une dette de justice. »

Le pratique était loin encore de la théorie : la seule réparation accordée aux victimes d'erreur judiciaire consistait en des mesures de publicité :

« En attendant, continuait la déclaration, qu'il puisse atteindre ce but d'une législation vraiment équitable qui, prévoyant la possibilité de confondre d'abord l'innocent avec le malfaiteur, ne se borne pas à punir et se croit obligée à dédommager, le Roi veut que ces jugements d'absolution soient imprimés et affichés aux dépens de son domaine. »

Mais ce n'était qu'un premier pas, et l'ordonnance se terminait par ce vœu :

« Nous désirons et nous espérons pouvoir leur procurer dans la suite les dédommagements auxquels ils ont droit

de prétendre et nous nous réduisons avec peine aujourd'hui à n'accorder pour indemnité à leur innocence que la certitude d'être solennellement reconnue et manifestée ; mais, du moins, en attendant que nous puissions compenser pleinement les dommages qu'elle aura soufferts, nous voulons lui assurer, dès ce moment, dans toute son intégrité cette réparation qui laisse encore à notre justice de si légitimes regrets. »

Ce vœu exprimé par le monarque était bien celui de la nation, ainsi que cela se manifesta l'année suivante dans les cahiers des États généraux.

Un très grand nombre de ces cahiers (1) (clergé de Châtillon-sur-Seine ; noblesse de l'Angoumois, de Douai et de Montargis ; Tiers d'Alençon, Autun, Châlons-sur-Marne, Dijon, Domfront, Draguignan, Vannes, Paris ; les trois ordres de Langres, d'autres encore, expriment le regret que l'accusé innocent ne puisse obtenir réparation quand il ne se trouve pas de partie civile au procès. Ils affirment le principe de l'obligation pour la société de réparer le dommage causé : « s'il a été fait par la partie publique, il est juste que ce soit elle qui supporte la réparation. »

Si le principe est toujours le même, l'application est plus ou moins large : certains accordent le droit à l'indemnité à « tout citoyen accusé et renvoyé ensuite absous ». On peut citer dans ce sens la noblesse d'Angoumois, le tiers de Draguignan, de Vannes, de Paris, etc.....

(1) Albert Desjardins. (Cahiers des États Généraux de 1789.) Paris, 1883.

D'autres paraissent faire une distinction entre les relaxés reconnus innocents et les autres, c'est-à-dire ceux qui ne font que bénéficier de l'insuffisance des charges : tels sont les cahiers du tiers d'Autun, de Nemours, d'Alençon, où nous relevons les expressions « jugés innocents », « innocents accusés mal à propos », ou encore « accusés qui auront prouvé leur innocence ».

Au cours de la discussion du projet de loi sur le Jury à l'Assemblée constituante, le vœu exprimé par ces cahiers fut traduit par le rapporteur même du projet, Duport, dans la formule suivante :

« Lorsqu'un accusé aura été acquitté et qu'il n'y a ni dénonciation, ni partie civile ou lorsqu'ils sont insolubles, il pourra présenter requête pour obtenir de la société une indemnité, sur laquelle requête il sera statué par le tribunal criminel. »

Mais de vives objections furent immédiatement soulevées contre cette proposition et non seulement des considérations pratiques mais même des raisons de principe furent mises en avant :

« Il n'est pas démontré, dit Lanjuinais, que la société qui établit une procédure telle que celle des jurés, doive aucun dédommagement à l'accusé même innocent. On ne verra plus comme autrefois des procès traîner en longueur, les accusés emprisonnés pendant plusieurs années; ils comparaitront immédiatement, après l'accusation, devant le jury d'accusation et de là devant le jury de juge-

ment. Les lois ne sont donc plus mauvaises par l'effet de la société, conséquemment on ne peut pas répéter de dommages-intérêts contre elle. Si un innocent est accusé, c'est un malheur pour lui, mais la société ne lui doit point d'indemnité. Le législateur a tout fait, quand il a donné aux accusés les moyens les plus efficaces pour se justifier, quand il a établi un ordre de choses tel qu'il soit moins difficile à un coupable qu'à un innocent de se soustraire à la peine. »

En même temps que cet argument de principe très contestable, — l'État a fait tout son devoir lorsque l'organisation judiciaire réduit à son minimum le risque d'erreur, — on fit valoir les abus que permettraient les termes généraux de la proposition, attribuant une indemnité à tout acquitté, et ces raisons l'emportèrent : à une grande majorité l'assemblée décida « que la Société ne doit pas d'indemnité à l'accusé. »

Vainement Petion essaie de reprendre le projet. « L'assemblée, dit-il, a décidé une question générale, c'est-à-dire que la Société ne doit pas une indemnité dans tous les cas à l'accusé acquitté ; mais sans doute elle pensera qu'il en est dû dans quelques cas qui seraient déterminés par la loi », et, demande-t-il « que l'Assemblée renvoie au Comité de constitution et de jurisprudence criminelle l'examen de la question de savoir si, dans certains cas, il ne sera pas accordé d'indemnité à l'accusé absous. » Le renvoi n'est pas ordonné ; le principe de la réparation est définitivement et radicalement écarté.

Il ne devait être soulevé à nouveau devant une assemblée parlementaire qu'après le second Empire. Dans l'intervalle, il est vrai, il avait conquis dans la doctrine des partisans considérables. Merlin l'avait approuvé ; Faustin-Hélie dans sa théorie du Code pénal l'avait défendu ; un esprit judicieux et pratique, M. Bonneville de Marsangy, avait réclamé son application comme un des moyens d'amélioration de la loi criminelle. La question, si elle n'était pas encore très populaire, paraissait plus mûre.

Au cours de la discussion de la loi de 1867 sur la revision des procès criminels, le Corps législatif fut saisi d'un amendement proposé par M. Maurice Richard, aux termes duquel :

1° Le jugement ou l'arrêt de revision devait être rendu public ;

2° Une indemnité pécuniaire égale aux dommages de toutes sortes qu'aurait éprouvés le condamné réhabilité devait lui être accordée.

En ce qui concerne la publicité, il fut répondu par le rapporteur que l'article 1036 du Code de procédure permet aux tribunaux d'ordonner l'impression et l'affichage de leurs jugements ; que la Cour de cassation saisie de la revision aurait un intérêt évident, commandé par les excitations de l'opinion publique, à vouloir une publicité légale en vertu de ce texte.

En ce qui concerne l'indemnité, le Garde des sceaux fit la réponse suivante : « Cela ne s'est jamais fait ». Et il ajouta : « Prenez garde, votre décision, si elle était favo-

nable à cette nouvelle prétention, porterait ses fruits, et je ne crois pas être prophète imprudent en disant que bientôt, au nom de la logique, on viendrait vous demander des réparations pour tous ceux qui, traduits en justice, auraient été acquittés, pour tous ceux qui après avoir été incarcérés, seraient mis en liberté par une ordonnance de non-lieu. »

Il n'en fallut pas davantage au Corps législatif pour repousser à une majorité considérable l'innovation qui lui était proposée. L'honneur d'introduire dans notre législation le principe de la réparation des erreurs judiciaires était réservé à l'auteur de la loi du 8 juin 1895.

CHAPITRE DEUXIÈME

ORIGINES ET DISCUSSION DE LA LOI DU 8 JUIN 1895

C'est un fait curieux à constater, que toutes les lois relatives à la reconnaissance ou à la réparation des erreurs judiciaires ont eu pour point de départ une de ces erreurs ; il a fallu la pression des circonstances pour émouvoir le législateur et le décider à agir.

Sans qu'il soit besoin d'en rechercher plus loin des exemples, le projet de la loi de 1867, sur la revision, déposé par le Gouvernement, était le résultat de la campagne menée, en faveur de la famille Lesurques, par les députés qui s'intéressaient à elle.

L'origine de la loi du 8 juin 1895 qui a introduit le principe de la réparation dans la législation française, remonte à une affaire retentissante qui porte le nom d'affaire Joseph Borras.

En 1877, les époux Pradiès furent assassinés dans leur ferme du Petit-Gondom, près Narbonne. Les circonstances du crime firent suspecter deux ouvriers de nationalité espagnole que les Pradiès avaient occupés précédemment, Vincent Guillaumet et Joseph Borras.

Pradiès qui survécut quelques jours à ses blessures crut reconnaître Joseph Borrás, qui fut condamné à mort avec Guillaumet. Un troisième espagnol, nommé Villarubia, convaincu de complicité, fut condamné aux travaux forcés.

Aussitôt après le verdict, Guillaumet et Villarubia qui avaient jusque-là nié toute participation au crime firent des aveux complets. Ils reconnurent leur propre culpabilité, mais déclarèrent que le troisième coupable était un certain Rossel dit Castillon et que Borrás était innocent.

On arrêta Rossel à Barcelone et on lui fit avouer son crime, mais, chose extraordinaire, malgré les aveux de l'accusé, la Cour de Montpellier rendit un arrêt de non-lieu en sa faveur.

Tout espoir semblait donc perdu pour Borrás qui dut s'estimer heureux de voir sa peine commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Heureusement pour lui, M. Marcou, sénateur de l'Aude, s'intéressa à son affaire et, après trois années de travaux et de démarches, obtint sa grâce pleine et entière.

Rien de plus n'était possible. La législation, alors en vigueur, en l'absence de deux condamnations inconciliables, ne permettait pas la reconnaissance légale de l'erreur, *a fortiori* ne permettait-elle pas sa réparation.

Plusieurs propositions de loi furent déposées sur les bureaux de la Chambre des Députés ayant pour objet de combler les lacunes de notre législation.

L'une d'elles, déposée par M. de Lacretelle, avait sim-

plement pour dispositif l'attribution d'une indemnité à Borras, sans même que l'erreur dont il avait dû être la victime fit l'objet d'une reconnaissance judiciaire.

Deux autres propositions, l'une signée de MM. Laguerre, Laisant et Naquet, l'autre de MM. Chiché et Castelin, en même temps qu'elles autorisaient la revision du procès dans tous les cas de « présomptions graves » ou de « présomptions sérieuses », accordaient à la victime de l'erreur reconnue une indemnité à titre de réparation.

Une quatrième proposition ayant pour auteur M. J. Reinach, sans prévoir de nouveaux cas de revision, permettait au condamné, à son conjoint, à ses ascendants et descendants de demander, dans un délai de cinq ans, des dommages-intérêts dont elle déterminait le minimum et qu'elle chargeait la Cour d'appel d'arbitrer.

La Commission chargée d'examiner toutes ces propositions, après avoir écarté la proposition Lacretelle, dont le rapporteur écrivait que « son admission serait la revision par le Parlement d'une décision de justice, et la destruction du principe protecteur de la séparation des pouvoirs », s'inspira du texte des propositions Laguerre, Chiché et Reinach, pour rédiger un projet qui apportait à la législation existante plusieurs modifications importantes, et qui notamment consacrait l'introduction dans nos lois du principe de la réparation.

Elle admettait que des dommages-intérêts seraient toujours alloués, sur sa demande, à la victime de l'erreur constatée régulièrement par la procédure de revision ; elle

investissait du droit de les allouer, la Cour de cassation lorsqu'elle croirait devoir statuer elle-même sur le fond du procès, la Cour d'appel ou d'assises à laquelle serait renvoyée l'affaire, dans le cas contraire.

La discussion du projet de la Commission commença à la Chambre le 30 décembre 1891. On trouva généralement que la Commission ne s'était pas montrée assez généreuse.

Elle avait d'abord oublié l'une des formes de réparation les plus efficaces, la publicité. Un amendement de MM. Letellier et Pontois répara cette lacune : « L'arrêt de revision sera affiché conformément à l'article 36 du Code pénal et inséré d'office au *Journal Officiel*. La publication de cet arrêt dans cinq journaux au choix du demandeur sera en outre ordonnée, s'il le requiert. »

En second lieu, elle n'accordait aucune réparation aux victimes d'une erreur judiciaire simplement poursuivies et non condamnées.

Plusieurs amendements furent présentés qui, allant plus loin que le texte de la Commission, appliquaient le bénéfice de la réparation aux inculpés acquittés par un jugement ou renvoyés par une ordonnance de non-lieu.

Ces amendements, pris en considération par la majorité de la Chambre, nécessitèrent le renvoi du projet à la Commission et l'addition d'un paragraphe nouveau qui donnait, dans une mesure que nous indiquerons plus loin, satisfaction aux partisans de l'extension du principe de la réparation.

Voté par la Chambre avec ces modifications, le projet de loi fut transmis au Sénat, au mois d'avril 1892. Mais avant d'être soumis aux délibérations de la haute assemblée, il avait été envoyé par le Gouvernement à l'examen du Conseil d'État.

Quelles modifications le Conseil d'État fit-il subir au projet de loi voté par la Chambre ?

En premier lieu, il précise le texte relatif à l'affichage et à la publication du jugement de revision : « L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime a été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée. Il sera inséré d'office au *Journal Officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert. Les frais de publicité ci-dessus seront à la charge du Trésor. »

Par une seconde modification beaucoup plus importante, il déclare l'indemnité facultative et non plus obligatoire et en mesure formellement l'étendue au préjudice matériel, — ainsi que le montre la comparaison des deux textes :

CHAMBRE

CONSEIL D'ÉTAT

La revision prononcée, des dommages-intérêts de- vront être alloués par le Tri-	L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'in- nocence d'un condamné,
--	---

bunal, la Cour ou la Cour *pourra*, sur sa demande, de cassation à la personne lui allouer une indemnité à victime de l'erreur judiciaire raison du préjudice *matériel* que lui aura causé la condamnation.

Enfin, troisième modification dont l'importance n'est pas moins considérable. Il refuse toute réparation aux victimes d'une erreur judiciaire non condamnées, et supprime purement et simplement le texte qui accordait dans certains cas une indemnité aux personnes acquittées ou renvoyées par une ordonnance de non-lieu.

Le Sénat se trouve donc en présence de deux projets : celui qui est sorti des débats de la Chambre des Députés, celui que le Gouvernement a fait rédiger par le Conseil d'État. Ni l'un, ni l'autre ne lui donnent entière satisfaction, et une très vive discussion s'engage au sein de la haute assemblée.

Cette discussion porte particulièrement sur les points suivants :

1^o Lorsqu'il y a eu revision et que par une nouvelle procédure s'est affirmée de façon éclatante l'injustice d'une condamnation antérieure, la réparation sera-t-elle facultative ou obligatoire ?

2^o Lorsqu'il y a eu simple acquittement ou ordonnance de non-lieu, c'est-à-dire lorsque l'erreur est reconnue par un arrêt dans la procédure, la réparation même facultative sera-t-elle possible ?

Le premier point fait l'objet d'une discussion très confuse, et que nous serons forcé de reproduire lorsque nous chercherons à dégager le principe même dont la loi de 1895 fait l'application.

Sur le second point : la réparation des erreurs judiciaires sera-t-elle limitée aux erreurs reconnues par un jugement de revision, ne pourra-t-elle s'étendre aux erreurs judiciaires reconnues par un acquittement ou par une ordonnance de non-lieu ? le Sénat se trouvait encore en présence de deux opinions tout à fait opposées ; la Chambre ayant admis l'affirmative, et le Conseil d'État s'étant au contraire prononcé pour la négative. C'est l'affirmative qui prévalut devant la Commission du Sénat. Oui, un simple acquittement, une simple ordonnance de non-lieu pourra donner lieu à l'attribution d'une indemnité. Et le texte proposé par la Commission du Sénat ne diffère que par des points de détail de celui qui avait été adopté par la Chambre des Députés.

Mais le texte proposé par la Commission est vivement pris à partie par le ministre de la justice, M. Antonin Dubost qui, reconnaissant que la réparation se justifie d'elle-même après l'intervention d'un arrêt de revision, affirme que, au contraire, les objections abondent contre la faculté donnée aux tribunaux d'accorder une indemnité après acquittement ou ordonnance de non-lieu : bouleversement des principes du droit public, affaiblissement de l'action des lois pénales, aggravation, par la distinction entre deux catégories d'acquittés de la situation morale de

tous ceux qui aujourd'hui bénéficient d'une présomption d'innocence et qui demain deviendront des suspects ; enfin charge très lourde pour le budget !

En vain le rapporteur de la Commission. M. Bérenger s'efforce de détruire l'impression que l'argumentation ministérielle a faite sur le Sénat, de montrer que le texte proposé « n'a pas le caractère dangereux ni même le caractère utopique dont M. le Garde des Sceaux a parlé avec quelque ironie, oubliant que devant la Chambre des Députés, cette utopie avait eu l'avantage de recueillir sa voix », de plaider en faveur de la liberté individuelle.

Par 173 voix contre 56 le Sénat se prononce contre la rédaction proposée par la Commission, et pour l'application limitée aux seules erreurs revisées, du principe de l'indemnité.

Transmis immédiatement à la Chambre, le texte du Sénat n'y rencontra aucune opposition et ne fut l'objet d'aucun changement.

« Il faut se contenter d'un premier succès, même modeste, qui prépare les progrès de l'avenir », disait le rapporteur. D'ailleurs ce premier succès instituait déjà un sérieux progrès, et réalisait d'importantes innovations, puisqu'il contenait « reconnaissance du principe général qu'une condamnation erronée peut obliger la Société à réparer le mal qu'elle a fait et le préjudice qu'elle a causé. »

Voté sans débat et après déclaration d'urgence par la

Chambre, dans la séance du 27 mai 1893, le texte, sur lequel l'accord entre les deux Assemblées s'était ainsi rencontré, fut promulgué le 8 juin, et publié au *Journal Officiel* du 11 juin 1893 (1).

(1) Documents préparatoires relatifs à la loi du 8 juin 1893 :

Chambre des députés. — Proposition de loi ayant pour but d'accorder une indemnité aux victimes d'erreurs judiciaires, déposée par M. Laguerre, le 2 juin 1890 (*Officiel* du 18 août, n° 612, p. 907). — Proposition tendant à la réparation civile des erreurs judiciaires, déposée par M. Reinach, le 3 juin 1890 (*Officiel* du 18 août, n° 614, p. 908). — Proposition ayant pour but d'accorder une indemnité aux victimes de poursuites, d'arrestations ou de condamnations manifestement erronées, déposée par M. Chiché, le 7 juin 1890 (*Officiel* du 21 août, n° 638, p. 960). — Proposition de loi tendant à l'allocation d'une pension viagère au sieur Borrás, déposée par M. de Lacretelle, le 12 juin 1890 (*Officiel* du 13 juin, débats). — Rapport de M. Pourquery de Boisserin, le 26 juin 1890 (*Officiel* du 10 octobre, n° 718, p. 1281). — Discussion les 30 décembre 1891 et 5 janvier 1892. — Rapport supplémentaire de M. Pourquery de Boisserin, le 25 février 1892 (*Officiel* du 9 mai, n° 1928, p. 507). — Adoption le 7 avril 1892.

Sénat. — Transmission le 8 avril 1892. — Dépôt d'un projet de loi préparé par le Conseil d'État, par M. Ricard, ministre de la justice, le 28 juin 1892 (*Officiel* du 17 décembre, n° 169, p. 389). — Rapport de M. Béranger, le 30 mai 1893 (*Officiel* du 28 novembre, n° 186, p. 365). — Première délibération, les 9, 12, 13 février 1894. — Deuxième délibération, le 2 mars 1894.

Chambre des députés. — Retour, le 17 mars 1894, — Rapport Pourquery de Boisserin, le 21 juin 1894 (*Officiel* du 31 juillet, n° 730, p. 1062). — Adoption, après déclaration d'urgence, le 27 mai 1893.

CHAPITRE TROISIÈME

LE PRINCIPE ADMIS PAR LA LOI DE 1895

La loi du 8 juin 1895, a décidé qu'il y aurait lieu, dans certains cas, à l'allocation par l'État d'une indemnité réparatrice aux victimes d'une erreur judiciaire.

Sur quel fondement s'est-elle appuyée pour consacrer cette innovation ? Quelle théorie le législateur a-t-il voulu adopter ? C'est une question dont la solution ne laisse pas d'être assez obscure.

En vain l'on essaierait de chercher cette solution dans le texte. En disant : « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné, pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages et intérêts », sans préciser la façon dont ce « pourra » doit être entendu, sans déterminer les limites où le pouvoir d'appréciation du juge peut se mouvoir, le législateur de 1895 nous laisse ignorer s'il a voulu que l'indemnité fût une faveur exceptionnelle dont le bénéfice sera réservé à quelques-uns plus nécessaires ou plus pitoyables, ou au contraire un droit général dont l'exercice sera exceptionnellement refusé à quelques-uns.

Il faut donc s'efforcer d'éclairer ce texte par la discussion qui a précédé son adoption ; mais la discussion a été si confuse qu'elle est loin d'amener la clarté dans les esprits.

La Commission du Sénat, à qui nous devons le texte définitif, s'était trouvée en présence de deux textes différents et de deux théories opposées.

D'après le texte de la Chambre « la revision prononcée, des dommages-intérêts devront être alloués par le tribunal, la Cour ou la Cour de cassation à la victime de l'erreur judiciaire. »

C'était donc une dette de l'État que l'indemnité accordée aux victimes d'erreur judiciaire, tout au moins lorsque l'erreur avait été reconnue par un jugement de revision. Et le rapporteur appuyait cette dette sociale sur la théorie suivante ; « L'individu a confié à la société le soin de la protéger dans son honneur, sa vie, sa liberté, ses biens. Sa renonciation à exercer lui-même sa vengeance a pour corrélatif la garantie que la société lui donne de remplir fidèlement son mandat. Si elle se trompe, si, de bonne foi, elle retient comme vérité un amas fatal de vraisemblances, prend des présomptions pour des preuves et frappe celui qu'elle veut protéger, ne doit-elle pas, soit en vertu de la garantie promise, soit en vertu du contrat social lui-même, indemniser l'innocent du préjudice occasionné par son fait ? »

La thèse du Conseil d'État était très différente. L'indemnité ne pouvait être que l'accomplissement par la

société « d'une sorte de devoir moral » et non le paiement d'une dette. « C'est, disait le rapport de M. le conseiller d'État Jacquin, une maxime incontestée jusqu'ici dans la législation que, ni les actes législatifs, ni les actes de gouvernement, ni les faits de guerre ne peuvent donner ouverture à aucun droit contre l'État. Il en est de même dans l'œuvre de la justice, qui est une des plus grandes manifestations de la souveraineté. L'État ne saurait être engagé pécuniairement pour les erreurs commises par le juge ou pour celles qui peuvent découler d'une imperfection des lois de l'instruction criminelle. »

La formule qui traduisait la doctrine du Conseil d'État était la suivante : « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence pourra, sur sa demande, lui allouer une indemnité. »

Entre ces deux systèmes opposés, la dette ou le secours, le droit de justice ou le devoir d'assistance, la Commission du Sénat n'hésite pas. Elle choisit le premier : « La conception d'un État impeccable et irresponsable n'est plus de notre siècle, dit le rapport de M. Béranger, et la source de l'action est dans l'obligation juridique qui incombe à l'État de réparer la faute sociale dont sa prudence eût dû le préserver. »

Mais si la réparation est un droit, « c'est un droit dont l'exercice comporte une appréciation ». Or il y a un cas où l'indemnité ne se comprendrait plus, c'est celui où, par l'imprudence de son langage et de sa conduite, le

condamné a paru se désigner de lui-même aux poursuites; celui où il dépendait de la victime de l'erreur d'empêcher qu'elle se produisît. Le texte adopté par la Chambre des députés ne formule pas cette réserve.

Pour permettre au juge de refuser l'allocation d'une indemnité à l'innocent fautif, la Commission du Sénat ne trouve pas de meilleure solution que de substituer la réparation facultative à la réparation obligatoire ; et, à la suite de cette substitution, le texte qu'elle adopte est presque identique à celui du Conseil d'État, bien qu'il soit la consécration de la théorie opposée : « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts ».

La seule différence entre le projet du Conseil d'État et le projet de la Commission, c'est que le premier parle d'une indemnité, tandis que le second parle de « dommages-intérêts ». Y a-t-il entre la signification de ces deux mots une différence assez caractéristique pour qu'on puisse dire, si le Sénat accepte « l'indemnité » qu'il adopte la théorie du Conseil d'État, et s'il accepte les « dommages-intérêts » qu'il adopte la théorie de la Commission ? Non, sans doute. La nuance est jugée si peu importante que le seul texte qui fait l'objet de la discussion est celui de la Commission.

Il n'est combattu d'ailleurs que par un sénateur, M. Bernard, qui veut lui substituer celui de la Chambre des députés. Si l'on n'inscrit pas l'obligation dans la loi, n'est-il

pas à craindre que « les tribunaux seront d'autant plus disposés à rechercher et à trouver une faute, que cette faute serait de nature à excuser, dans une certaine mesure, une erreur judiciaire? » N'est-il pas à craindre que, « dans la plupart des espèces qui seront soumises à l'examen des tribunaux, il ne soit possible, trop facile même, de relever telle ou telle circonstance de fait qui permettra d'écarter, par une fin de non recevoir, la demande de dommages-intérêts? »

Le rapporteur, M. Bérenger, lui répond que si on admettait l'obligation sans réserves, il se produirait des cas où l'injustice serait manifeste et scandaleuse.

En réponse à un autre sénateur, M. Guérin, qui, sans combattre expressément le projet de loi, avait protesté contre son esprit, le rapporteur ajoutait : « La doctrine du Conseil d'État est tout entière dans ce principe que lorsqu'un acte confine à la souveraineté ou se confond avec elle, il ne peut pas entraîner la responsabilité civile. Je proteste de toutes mes forces et de toute l'énergie de ma conscience contre un principe semblable. La société, en acceptant le devoir de rendre la justice, doit remplir ce devoir dans sa plénitude. Il lui est arrivé de prendre le mensonge pour la vérité, l'innocent pour le coupable; elle a failli à sa mission et la conscience publique ne s'y trompe pas. »

Ainsi était nettement précisée la signification qu'il fallait donner au texte soumis au vote de l'Assemblée, la signification du texte voté.

Le Gouvernement, représenté au cours de la discussion par le Garde des Sceaux, M. Antonin Dubost, n'avait pas fait connaître son avis. Quelques heures après le vote du texte, le ministre déclarait que le gouvernement « avait volontiers donné son adhésion au principe d'une indemnité lorsque sera intervenu un arrêt de revision », et il ajoutait : « Le gouvernement s'appuyant sur les principes incontestés de notre droit public, pense que si, en certains cas, il a le devoir d'intervenir au nom de la solidarité sociale, il lui appartient de déterminer comme il l'entend la forme et la mesure de son intervention et qu'il a le devoir impérieux de la subordonner toujours aux conditions d'exercice de son autorité et aux facultés contributives du pays. »

N'y avait-il pas dans ces paroles du ministre l'indication d'un malentendu ? Les auteurs du texte voté par le Sénat avaient voulu conserver le principe d'une dette de l'État, et voici que le ministre reconnaissait seulement, dans ce même texte, l'indication d'un devoir de solidarité sociale. L'émotion s'empare de quelques-uns des membres du Sénat : « M. le Garde des Sceaux, s'écrie M. Trarieux, tout en adoptant la même rédaction, a paru dans ses explications ne pas être d'accord avec la Commission sur le fond même de sa pensée ; si bien que, si nous restons dans cette contradiction, les tribunaux pourraient ne pas savoir par quelle règle d'interprétation se guider quand ils devront statuer. »

Veut-on dissiper le malendu et éviter la confusion ? Rien

de plus simple. Il suffit de préciser, dans le texte, la théorie qu'on admet. Le Sénat a voulu que l'indemnité soit un droit pour les victimes des erreurs judiciaires, mais que l'exercice de ce droit leur soit refusé lorsqu'ils ont amené l'erreur par leur faute. L'adoption du paragraphe suivant, remplaçant celui qui a été primitivement voté, exprimera clairement ces deux idées : « L'arrêt ou le jugement de revision, d'où résultera l'innocence d'un condamné, devra, s'il n'a pas donné lieu par sa faute aux poursuites et à la condamnation, lui allouer sur sa demande des dommages intérêts, à raison du préjudice que lui aura causé sa condamnation. »

La difficulté était nettement indiquée ; le moyen de la résoudre était facile. L'opinion du Sénat, si on s'en rapportait au texte voté, restait douteuse : on pouvait la connaître d'une façon certaine en mettant aux voix l'amendement, à condition qu'on prit soin de donner au vote sa signification précise, qu'il fût bien entendu que l'adoption du texte nouveau signifiait adoption de la thèse de la commission, que son refus signifiait adoption de la thèse du gouvernement. L'organe du gouvernement, par malheur, se prêta mal à cette combinaison. Le ministre réclama bien, contrairement à l'opinion de la commission, le maintien du premier texte ; mais il se garda de faire valoir la vraie raison pour laquelle il demandait ce maintien : « Il y a bien, reconnaissait-il, une divergence de doctrine entre lui et la commission ; mais en quoi cette divergence apparaît-elle dans le texte sur lequel nous

« nous sommes mis d'accord et qui a été voté par le Sénat ? Ne résulte-t-il pas de ce texte que, toutes les fois qu'un préjudice aura été causé, les tribunaux pourront allouer des dommages-intérêts ? ».

Dans ces conditions il n'est pas possible de dire que ce vote a consacré la thèse de l'indemnité, devoir d'assistance, parce que les partisans de cette thèse se sont bien gardés de poser la question sur ce terrain, et que d'autres considérations ont pu dicter le vote de la majorité. C'est ainsi qu'un sénateur, M. Félix Martin, déclarait qu'il voterait pour le maintien du premier texte parce qu'il permettrait au tribunal d'accorder des dommages-intérêts à la victime de l'erreur, même en cas de faute de sa part.

Malgré l'imprécision du texte voté, malgré la confusion des débats qui ont précédé et suivi son adoption, nous croyons fermement que le Sénat comme la Chambre des députés a voulu reconnaître l'existence d'un droit au profit des victimes d'erreurs judiciaires, l'existence d'une dette de l'État. Cette opinion s'appuie sur le silence qu'ont prudemment observé, au moment du vote, les défenseurs de l'opinion adverse. Elle s'appuie encore sur ce fait, que ce sont les tribunaux qui ont mission de reconnaître l'erreur et que la loi charge d'allouer des dommages-intérêts. L'acte par lequel ces tribunaux prononcent la revision du jugement erroné, est certainement un acte de juridiction contentieuse : comment l'acte par lequel ils prescrivent la réparation de l'erreur serait-il un acte de juridiction gracieuse ?

Telle est d'ailleurs l'opinion adoptée par tous les commentateurs de la loi de 1898.

D'après M. Berlet (1) « le système de la loi de 1895 est celui-ci : elle pose en principe le droit à des dommages-intérêts et n'apporte d'exception à cette règle que dans le cas d'une faute, dont l'appréciation est laissée au juge. Le demandeur en indemnité n'aura donc à prouver que l'existence d'un préjudice et même d'un simple préjudice moral, pour obtenir une réparation pécuniaire, et cette réparation ne pourra lui être refusée que si le ministère public ou la partie civile établit l'existence d'une faute à la charge du demandeur. »

Sans être aussi nettement affirmatif, M. Escoffier (2) fait remarquer que : « dans la pensée du Sénat, si l'État n'est pas responsable de plein droit du préjudice de toute condamnation annulée par la revision, il a cependant été entendu que l'État ne peut être affranchi de la responsabilité que par la faute du condamné, et que c'est également dans le sens de cette interprétation que s'est prononcée, par l'organe de son rapporteur, M. Pourquery de Boisserin, la Commission de la Chambre qui ratifia sur tous les points le projet adopté par le Sénat. »

D'après M. Jean (3), le texte de la loi ne donne au

(1) Berlet. *De la réparation des erreurs judiciaires*, Paris, Rousseau, 1896, p. 89.

(2) Escoffier. *La revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires*. Paris, Marchal et Billard, 1896; p. 38.

(3) Commentaire de la loi du 8 juin 1895, par A. Jean.

condamné qu'un droit *relatif* à l'indemnité et le juge aura donc un pouvoir d'appréciation; mais son pouvoir d'appréciation est limité à la question de savoir s'il y a faute ou non de la part du condamné et si cette faute est assez grave pour lui faire perdre son droit à réparation : « En matière de responsabilité, dit-il, le principe générateur du droit, c'est la faute démontrée. En l'espèce, la loi admet que cette démonstration est faite au moyen de l'arrêt de revision lui-même. De la constatation de l'erreur judiciaire ressort, non pas une simple présomption qui pourrait être combattue, mais la preuve même de la faute sociale. De telle sorte que jamais l'État ne saurait être fondé à soutenir, ni autorisé à établir qu'il n'a commis ni faute ni imprudence, ou que le préjudice résulte d'un cas fortuit ou de la force majeure. Seule, la faute démontrée du condamné pourra le relever de son obligation. »

Ainsi, de l'avis général, il faut affirmer, malgré des apparences contraires, que le principe de la réparation a, par la loi du 8 juin 1893, pénétré dans toute son ampleur en notre Code d'instruction criminelle : Il reste à voir, en étudiant le détail de la loi de 1893, si le législateur en a accepté immédiatement toutes les conséquences.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES DISPOSITIONS DE LA LOI DE 1895

Après avoir essayé de dégager le principe dont se sont inspirés les auteurs de la loi du 8 juin 1895, il nous reste à entrer dans le détail de cette loi et à indiquer ses dispositions générales.

Le texte de la loi règle les questions suivantes :

1° Dans quels cas y a-t-il lieu à réparation ?

2° Quelle est la nature et quelle doit être l'étendue de la réparation ?

3° A qui appartient-il de demander la réparation ?

4° A quel moment la demande est-elle recevable ?

5° Quelle est l'autorité chargée de statuer sur la demande ?

6° A qui incombe la charge de la réparation ?

I

Dans quels cas y a-t-il lieu à réparation ?

Le législateur met à l'application du principe de la réparation, deux limites.

Voici la première : la loi du 8 juin 1895 ne s'applique qu'au cas de revision. Hors de ce cas, l'erreur judiciaire ne comporte pas de réparation publique.

A ce point de vue, le texte définitif n'a fait que reproduire le projet primitif ; mais nous avons indiqué déjà que, pendant le cours de la discussion à la Chambre des députés et au Sénat, des modifications profondes avaient été apportées à ce texte.

A la Chambre des députés un amendement avait été proposé par M. Bovier-Lapierre, aux termes duquel « dans le cas d'innocence déclarée par le jugement ou l'arrêt correctionnel, ou par la réponse du jury sur la question qui lui sera toujours posée par le président des assises, dans les conditions et formes prescrites pour la question relative aux circonstances spéciales, le prévenu et l'accusé qui n'auraient pas, par leur faute, donné lieu aux poursuites, pourraient obtenir une réparation pécuniaire de l'État, réparation dont le chiffre serait fixé par le Tribunal ou la Cour d'appel en matière correctionnelle, et par la Cour d'assises en matière criminelle. »

Un second amendement présenté dans la même séance par M. de Ramel, avait pour objet d'accorder une indemnité, dans des formes analogues et sous les mêmes conditions, aux bénéficiaires d'une ordonnance de non-lieu. Pris en considération par la Chambre, malgré l'opposition du rapporteur et du ministre de la justice, ces deux amendements furent renvoyés à la commission.

Après de vives discussions, la majorité de la commis-

sion adopte une proposition transactionnelle, qui permettait d'accorder aux individus acquittés ou bénéficiaires d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu une indemnité dans trois cas nettement déterminés :

1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour un même fait ou ne pourra plus l'être par suite de décès, de prescription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité ;

2° Dans le cas de faux témoignage ;

3° Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime ni délit.

Le texte « permettait..... », il n'imposait pas. L'indemnité était toujours facultative pour le juge.

Quel devait être ce juge ?

On ne le disait pas expressément. Le projet ne contenait, sur la procédure de l'action, qu'un paragraphe très incomplet : « L'action sera introduite dans les trois ans, du jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée à M. le Président du Tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquittement aura été prononcé.

La Commission du Sénat, saisie à la fois du projet voté par la Chambre, qui admettait, dans la mesure que nous venons d'indiquer, l'application du principe de la réparation aux acquittés et aux bénéficiaires d'une ordonnance de non-lieu, — et du projet du Conseil d'État qui limitait strictement la réparation au cas de revision, se prononça

pour une rédaction plus large encore que celle de la Chambre. L'indemnité pouvait être accordée d'après cette rédaction :

1° S'il résulte de la décision mettant fin aux poursuites, que le fait imputé ne constitue ni crime ni délit, ou que son innocence a été reconnue ;

2° S'il est établi avec certitude, soit par une condamnation prononcée contre un tiers, soit par des faits ou documents révélés postérieurement, qu'un autre a été l'auteur du fait imputé.

Une seconde divergence caractérisait les deux propositions. Tandis que celle de la Chambre laissait aux juges un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, le texte de la Commission sénatoriale fixait lui-même l'étendue d'application du principe. La réparation était due dans les deux cas indiqués si la victime de l'erreur :

A) Avait été détenue préventivement ;

B) N'avait pas donné lieu par sa faute à la poursuite ;

C) Justifiait d'un préjudice matériel.

Enfin, plus étudié que la proposition de la Chambre, le projet de la Commission du Sénat réglait en ces termes l'introduction et le jugement de la demande en indemnité : « La demande peut être formée en cas d'acquittement, au moment du jugement du fond. Elle doit, dans tous les cas, être introduite dans les six mois du jour où le fait donnant ouverture à l'action a été connu de l'intéressé. » Elle est jugée : « en cas de jugement correctionnel ou d'ordonnance de non-lieu, par le tribunal du lieu où la décision a

été rendue, jugeant au civil; en cas d'arrêt d'acquittement, par la Cour d'appel ou par une Cour d'assises, et d'arrêt de non-lieu par une chambre civile de la Cour d'appel. »

Ce texte, et l'innovation considérable qu'il contenait, fut repoussé par le Sénat à la majorité de 473 voix contre 56, et malgré un très beau discours du rapporteur, M. Bérenger, qui se terminait par ces mots : « Si vous ne voulez pas aujourd'hui que la justice puisse, jusqu'au bout, réparer le dommage qu'une erreur a pu entraîner, vous verrez que la conscience publique ne se satisfera pas de cette solution imparfaite, et que, tôt ou tard, elle réclamera la réforme que vous pourriez réaliser aujourd'hui. »

L'opposition du gouvernement l'emporta.

De tous les arguments présentés par le ministre de la justice et par les autres adversaires de l'extension, il est difficile de dire quels furent ceux qui impressionnèrent le Sénat. Nous les connaissons déjà, et nous y avons répondu. Peut-être quelques imperfections dans la rédaction adoptée contribuèrent-elles à l'échec de la commission. D'après cette rédaction, l'indemnité était expressément réservée au cas d'innocence reconnue; mais on ne disait pas comment serait reconnue l'innocence. On créait par là une inégalité que rien ne justifiait entre les acquittements de Cour d'assises, les acquittements de Tribunal correctionnel et les ordonnances de non-lieu. Seuls, les acquittements par les Tribunaux correctionnels (ou par les Cours d'appel) comportaient cette reconnaissance d'innocence, base nécessaire de l'indemnité. Mais aucune

disposition de loi ne forçait les juges d'instruction à motiver leur ordonnance, aucune disposition ne permettait à l'innocence d'être reconnue en Cour d'assises. Un autre vice de la rédaction adoptée consistait dans la procédure qu'elle réglait : c'était un tribunal différent de celui qui avait reconnu l'erreur, c'était le Tribunal civil qui devait statuer sur les demandes en indemnité. Tout individu acquitté ou bénéficiaire d'une ordonnance de non-lieu aurait donc pu, quelle que fût la cause de son acquittement ou de sa libération, se donner le malin plaisir de faire faire par un Tribunal civil le procès de ses premiers juges.

Quelles que soient les raisons qui l'aient arrêté, le législateur de 1895 n'a pas osé être logique. Il a reculé devant les conséquences du principe qu'il avait adopté. Son œuvre est donc incomplète.

La seconde limite mise, par la loi du 8 juin 1895, à l'application du principe de la réparation est au contraire parfaitement justifiée et ne détruit pas le principe. On peut la formuler ainsi : l'indemnité n'est pas due à la victime de l'erreur judiciaire, lorsque c'est par sa propre faute que l'erreur a pu se produire.

Telle est du moins la signification qui nous paraît devoir être donnée au texte de la loi de 1895, en vertu duquel l'allocation de l'indemnité est facultative. Nous nous sommes suffisamment expliqué sur ce point au précédent chapitre.

Comment faut-il comprendre la faute ? En l'absence d'un

texte limitatif du pouvoir des juges, il paraît certain que les tribunaux ont le droit d'être très rigoureux, et en même temps celui d'être très indulgents dans l'appréciation de la faute ; ils pourront donc considérer comme un fait de nature à limiter l'application du principe de la réparation l'aveu passé par le prévenu, l'omission volontaire de certains moyens de défense, des faits répréhensibles de nature à donner lieu à des soupçons, etc. (1).

II

Quelle est la nature et quelle doit être l'étendue de la réparation ?

Il y a, dans les dispositions de la loi du 8 juin 1893, deux sortes de réparations.

La première est une réparation purement morale. Elle

(1) D'après M. Jean, la faute ou l'imprudence du demandeur devra, pour le faire débouter de sa demande, présenter un caractère suffisamment grave pour avoir pu justifier les poursuites. « A côté des fautes lourdes du condamné, ajoute-t-il, on en peut prévoir d'autres qui offrent un caractère de gravité moindre et qui ont eu cependant leur influence sur la poursuite, comme, par exemple, un aveu échappé dans un moment de défaillance morale, et rétracté ensuite. Nous pensons qu'elles ne sont point de nature à motiver le rejet complet de la demande d'indemnité, car, si elles atténuent la faute sociale, elles ne la font point complètement disparaître. Cependant, il en doit être tenu compte, selon nous, dans l'évaluation du dommage. Peut-être la Jurisprudence arrivera-t-elle, dans certains cas, à établir une responsabilité partagée ». (Jean, *op. cit.*)

consiste dans les mesures de publicité qui sont formulées par le paragraphe suivant de la loi. « L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée. Il sera inséré d'office au *Journal officiel* et sa publication dans cinq journaux au choix du demandeur, sera en outre ordonnée s'il le requiert. Les frais de la publicité ci-dessus prévue seront à la charge du Trésor. »

L'autre est une réparation pécuniaire qui consiste dans l'allocation d'une indemnité. Sur quelles bases doit être évalué le montant de cette indemnité ?

D'après le Conseil d'État, l'indemnité n'aurait dû compenser que le préjudice matériel causé par l'erreur à celui-là même qui en faisait la demande. Ni la Chambre des députés, ni moins encore le Sénat n'ont admis cette théorie trop restrictive.

« L'honneur ne se chiffre pas en argent » avait dit le Conseil d'État ; mais la Chambre et le Sénat répondaient victorieusement que la difficulté d'évaluer le préjudice moral n'était pas un motif suffisant pour en interdire l'appréciation, et que chaque jour les tribunaux sont appelés, dans les affaires de diffamation et d'injures par exemple, à tarifier les blessures faites à l'honneur. Ils répondaient encore que le lien est si étroit entre les conséquences mo-

rales et les conséquences matérielles d'une erreur judiciaire qu'en refusant de réparer celles-là, on n'accorderait qu'une incomplète réparation aux autres. Ils repoussaient donc avec énergie cette limitation des pouvoirs du juge : « Comment supposer, s'écriait M. Bérenger, au Sénat, que lorsqu'il y aura eu condamnation injuste, il pourra se faire qu'il n'y ait pas de préjudice matériel ? Peut-on, en effet, admettre qu'un homme aura pu être enlevé à ses intérêts, à sa famille, à ses affaires, et traduit en justice, qu'il aura subi toutes les angoisses d'une instruction, la flétrissure publique d'une condamnation et peut-être l'exécution d'une peine, sans avoir subi un préjudice matériel ? Il existera toujours par la nature même des choses, et ce serait déjà une raison suffisante pour supprimer toute qualification du dommage. Mais il y en a un autre : c'est que le préjudice, dût-il être par exception purement moral, est ici d'une nature si particulièrement douloureuse, si poignante, que nous croirions injuste de lui refuser tout droit à réparation. »

Le texte de la loi du 8 juin 1895 alloue les dommages-intérêts, conformément à ces sentiments, « à raison du préjudice causé par la condamnation ». Cependant nous allons voir que, dans un cas particulier, les juges ne devront tenir compte, pour la fixation du chiffre de l'indemnité, que du préjudice matériel.

III

A qui appartient-il de demander la réparation ?

Faut-il réserver à la victime de l'erreur judiciaire le bénéfice de l'allocation des dommages, ou faut-il l'étendre à sa famille ?

La question ne nous paraît pas douteuse. Le rapporteur du Conseil d'État, moins large que ceux du Sénat et de la Chambre, n'hésitait pas cependant à reconnaître que : « ce n'est pas seulement le condamné qui doit être appelé à bénéficier de l'indemnité ; si la reconnaissance de l'erreur n'intervient qu'après son décès, il peut être juste de l'allouer à sa famille. Privée de son chef pendant un temps plus ou moins long et même définitivement quelquefois par la sentence, elle peut avoir, de par la condamnation, encouru un préjudice direct. Si la peine est personnelle, qui ne sait combien souvent, dans l'opinion publique, le déshonneur rejaillit sur la famille et entraîne pour elle des conséquences matérielles. Que l'on se souvienne de la famille de Lesurques, dont Jules Favre traçait en 1864 un tableau saisissant : « La malheureuse veuve devenue folle de désespoir ; le fils prenant l'épée et allant mourir dans les glaces de la Russie ; une fille succombant à la même fatalité que sa mère ; une autre en apprenant l'ajournement de la réhabilitation de son père, saisie par un accès de désespoir, mettant fin à ses jours en se précipitant dans la Seine. »

Ce droit que le projet du Conseil d'État reconnaissait à la famille du condamné, fut, à plus forte raison, admis par la Chambre des députés, comme par le Sénat, et se trouve expressément proclamé par le texte de la loi du 8 juin 1895.

Entre le Conseil d'État d'une part, et d'autre part la Chambre et le Sénat, il y avait toutefois divergence sur l'extension qu'il fallait donner à ce droit. D'après le projet du Conseil d'État, le droit de demander une indemnité n'appartenait, à défaut de la victime de l'erreur, qu'à son conjoint, à ses ascendants, à ses descendants, à ses frères et sœurs. D'après le projet de la Chambre des Députés, d'après le texte du Sénat qui est devenu celui de la loi, il appartient à tous les parents.

Le Conseil d'État avait été trop rigoureux : comme on l'a fait remarquer, d'autres parents que ceux auxquels son texte s'appliquait, peuvent avoir souffert, dans leur réputation ou dans leur fortune, de la condamnation imméritée. Peut-être est-il permis d'estimer qu'à l'inverse du Conseil d'État, la Chambre des Députés et le Sénat se sont montrés trop larges. Ils n'ont pas même pris soin de dire jusqu'à quel degré de parenté le texte de l'article 446 restait applicable. A défaut d'une indication précise, il ne nous paraît pas possible de décider que le droit cesse au delà du degré successible ; et les tribunaux, si la question venait à se poser, n'auraient aucun motif à faire valoir, pour écarter la demande d'un parent au quinzième degré qui justifierait d'un préjudice éprouvé.

A la vérité, cette extension du droit à l'indemnité ne présente guère d'inconvénients. Aux termes de la loi, en effet, le droit n'appartient aux parents qui ne sont ni le conjoint, ni les ascendants, ni les descendants, « qu'autant qu'ils justifieront d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation. » Il ne suffira donc pas, pour qu'il y ait lieu à l'allocation d'une indemnité à leur profit, que ces parents fassent valoir des considérations d'honneur entaché, de réputation compromise, de souffrance endurée ; il faudra de plus qu'ils démontrent l'influence fâcheuse et dommageable qu'ont eue ces faits sur leurs affaires et leurs biens.

La même réserve n'est pas faite par le texte de la loi de 1895 en ce qui concerne les parents en ligne directe, ascendants et descendants de la victime de l'erreur : « Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, dit le § 2 du nouvel article 446, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants. » Il sera donc permis à ces parents privilégiés, comme il est permis à la victime de l'erreur elle-même, de se prévaloir d'un préjudice quelconque, fût-il purement moral, pour obtenir une indemnité.

Cette différence de situation, cette distinction entre deux catégories de parents que n'avait pas faite la Chambre des Députés — le texte voté par la Chambre exigeait de tous les parents la justification du préjudice matériel — et qui est l'œuvre du Sénat, s'explique fort bien. Il y avait, selon

nous, une distinction à faire entre la famille, *stricto sensu*, qui est comme le prolongement de l'individu, et la famille au sens large qui comprend tous les parents de l'individu. Qu'il y ait une certaine solidarité entre tous les parents d'une même famille et que le déshonneur atteignant l'un d'eux rejaillisse souvent sur les autres, cela n'est pas douteux ; cette solidarité n'est pourtant pas suffisante pour qu'on puisse considérer le dommage fait à l'un comme un dommage fait aux autres. S'il est donc juste de rendre possible l'allocation d'une indemnité aux collatéraux, il n'est pas moins juste d'exiger que ces collatéraux fassent la preuve qu'ils ont été individuellement atteints par la condamnation révisée.

En ligne directe, au contraire, entre ascendants et descendants, et plus encore entre époux, la solidarité est complète, le lien est indestructible. La honte du père est celle du fils, la honte du mari rejaillit sur la femme. Le dommage causé par la condamnation injuste au conjoint, aux ascendants, aux descendants, est donc aussi évident, n'a pas plus besoin d'être démontré, ne doit pas moins être réparé, que le dommage causé par cette même condamnation au condamné lui-même.

Le droit de demander l'indemnité appartient-il successivement ou collectivement à la victime de l'erreur, à ses parents en ligne directe, à son conjoint, à ses collatéraux ? En supposant qu'il leur appartienne successivement, l'un à défaut de l'autre, dans quel ordre les demandes sont-elles recevables ? Le droit d'introduire la demande d'indemnité

est étroitement lié au droit d'introduire la demande en revision. Or, de l'article 444, modifié par la loi du 8 juin 1895 du Code pénal, il résulte formellement que le droit de demander la revision n'appartient au conjoint ou à ses parents qu'après la mort ou l'absence déclarée du condamné. Si donc la victime de l'erreur est vivante et présente, c'est à elle seule qu'appartiendra l'exercice de l'action en réparation. C'est ce que dit formellement le paragraphe second du nouvel article 441 : « Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants. »

Mais une autre question n'est pas résolue par le texte de l'article 446 : c'est celle de savoir si, après le décès de la victime de l'erreur judiciaire, le droit de demander réparation de cette erreur appartient à tous les parents désignés par la loi simultanément, ou s'il faut mettre un ordre dans l'attribution de l'action en indemnité. La règle doit être, à notre avis, la même pour la demande en réparation que pour la demande en revision.

Or, de l'article 444, il résulte qu'après la mort du condamné, le droit de demander la revision appartient collectivement et sans privilège à toutes les personnes qu'énumère la loi. La loi n'aurait pas mis en dernière ligne « ceux qui ont reçu du condamné la mission expresse » de poursuivre la reconnaissance de l'erreur, si elle avait voulu indiquer un ordre de préférence. Nous croyons qu'il en est de même en ce qui concerne l'action en réparation ;

elle appartient collectivement et sans privilège à toutes les personnes qu'énumère l'article 446, à charge de prouver que l'erreur leur a causé un préjudice personnel, préjudice matériel ou moral, s'il s'agit des parents en ligne directe ou du conjoint, préjudice matériel s'il s'agit de parents à un degré plus éloigné.

IV

A quel moment la demande est-elle recevable ?

L'article 446 répond à cette question : « La demande sera recevable en tout état de la procédure de revision. » Le dernier délai pour l'introduction est le moment où la sentence de revision est prononcée.

Il n'y avait aucun intérêt à prolonger au delà de ce moment l'introduction de la demande en indemnité, aucun inconvénient à exiger que l'exercice du droit coïncide avec sa naissance. La procédure de revision amène les parties devant le juge même qui a compétence pour allouer l'indemnité réparatrice : pourquoi leur permettre de rouvrir un débat, lorsque la même instance peut définitivement terminer l'affaire ?

La question eût été plus délicate si le principe de la réparation avait été rendu applicable non seulement en cas d'erreur révisée, mais dans les autres hypothèses. Fallait-il exiger des victimes d'erreur qu'elles fissent leur demande au moment de l'acquiescement, au moment de la signature de l'ordonnance de non-lieu ? Cette solution

n'était pas possible, au moins lorsque le fait qui donnait ouverture à l'action était la condamnation d'un faux témoin ou du vrai coupable ; mais on n'aurait pu, dans ce cas spécial, autoriser la victime de l'erreur acquittée, ou bénéficiaire d'une ordonnance de non-lieu, à présenter sa demande au cours de la nouvelle instance.

La Chambre des députés avait été beaucoup plus large : elle admettait un délai de trois ans à partir du « jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé ».

Nous avons dit, dans la partie théorique de cette étude, quelles considérations pratiques nous amenaient à croire qu'à l'exception de l'hypothèse spéciale où l'innocence résulte d'un jugement nouveau, il était nécessaire de faire coïncider l'allocation de l'indemnité avec la sentence ou l'ordonnance qui constate l'innocence.

V

Quelle est l'autorité chargée de statuer sur la demande d'indemnité ?

Ici encore l'article 446 répond formellement : « L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence, pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts. » C'est donc l'autorité, à laquelle est confié le soin de prononcer la sentence de revision, qui a compétence pour accorder l'indemnité demandée par la victime de l'erreur ou par ses parents.

Quelle est donc cette autorité ? C'est la Cour de cassa-

tion, lorsque, « il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine ». C'est une cour d'assises — mais non le jury — ou un tribunal correctionnel, autres que ceux qui avaient primitivement connu de l'affaire, lorsqu'il y a eu renvoi par la Cour de cassation.

La demande en indemnité n'étant en quelque sorte que l'accessoire de la demande en revision, il est naturel que ce soit le même tribunal qui juge la demande principale et la demande accessoire. Une solution différente aurait dû être adoptée pour la réparation des erreurs constatées par acquittement ou ordonnance de non-lieu puisque, d'après le texte de la Chambre et le texte du Sénat, la demande en indemnité introduite par l'acquitté ou le bénéficiaire de l'ordonnance de non-lieu constituait une demande principale, indépendante de toute autre instance. Le texte voté par la Chambre des députés n'indiquait pas quel tribunal serait chargé de statuer sur les demandes en indemnité introduites par ces derniers : « L'action sera introduite par simple requête adressée à M. le Président du Tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquittement aura été prononcé », disait l'article voté par la Chambre et rien de plus. Le Sénat, plus explicite, décidait que l'affaire serait jugée, « en cas de

jugement correctionnel ou d'ordonnance de non-lieu par le tribunal du lieu où la décision a été rendue, jugeant au civil ; en cas d'arrêt d'acquiescement par la Cour d'appel ou par une Cour d'assises, et d'arrêt de non-lieu par une Chambre civile de la Cour d'appel ».

Le système que nous avons adopté, et qui a été exposé dans la partie théorique de notre étude, évite l'inconvénient qu'il peut y avoir à donner aux juges civils le soin de compléter ou de critiquer l'œuvre des juges criminels et la bizarrerie qui, dans les tribunaux correctionnels où il n'existe qu'une chambre, fait donner aux mêmes personnes, statuant sous deux aspects différents, deux compétences pour une même affaire. Dans notre système, le même juge serait appelé à reconnaître l'erreur commise et à en réparer les conséquences.

VI

A la charge de qui doit rester l'indemnité ?

« Les dommages-intérêts alloués, dit l'article 446, sont à la charge de l'État, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation aura été prononcée ». Il résulte de ce texte que l'État est responsable, dans tous les cas, du préjudice commis par l'erreur, sauf le droit qui lui appartient de se retourner vers l'auteur de cette erreur, partie civile, dénonciateur, faux témoin, dans tous les cas où les

règles du droit commun déclarent ces individus responsables des suites de la faute par eux commise. Même dans le cas où la responsabilité existe, la victime de l'erreur trouve dans la loi du 8 juin 1895 un avantage précieux, puisqu'elle est déchargée des risques d'insolvabilité.

Ainsi l'État est, vis-à-vis des victimes d'erreurs judiciaires, responsable, même dans les cas où l'erreur est imputable à la faute connue et démontrée d'un particulier. Mais cette responsabilité n'est pas absolue et l'État peut s'en décharger sur l'auteur de la faute qui la supportera définitivement. Telle est la signification exacte du paragraphe cinquième de l'article 446.

Dans quels cas et contre quelles personnes est ouvert le recours de l'État ?

Le texte de l'article 446 répond expressément à la seconde de ces questions et implicitement à la première.

Le recours existe au profit de l'État toutes les fois et contre tous les individus que la victime de l'erreur pourrait elle-même poursuivre d'après les règles de notre droit pénal, à l'exception cependant des magistrats coupables de dol, qui sont responsables de leur dol vis-à-vis de la victime et qui ne figurent pas dans l'énumération de l'article 446.

Le recours existe donc au profit de l'État contre la partie civile qui a injustement exercé une action ou énoncé une plainte, contre le faux témoin dont le mensonge a entraîné l'erreur, contre le dénonciateur qui s'est rendu coupable d'une dénonciation calomnieuse.

L'État est donc en quelque sorte subrogé aux droits que la victime de l'erreur judiciaire aurait pu elle-même exercer, et cette subrogation s'explique d'elle-même.

L'individu qui est acquitté, et à plus forte raison, le condamné qui obtient la revision de son procès et dont l'innocence est devenue par là éclatante, ont le droit de réclamer des dommages-intérêts à la partie civile et au dénonciateur dont la dénonciation l'a amené devant la justice, au faux témoin qui a réussi à lui faire encourir une condamnation injuste. Ce droit, le condamné ne l'exerce pas, parce que la loi du 8 juin 1895 lui ouvre un moyen plus facile et plus efficace d'être indemnisé du préjudice subi. Mais n'est-il pas juste que l'État, qui supporte la responsabilité pécuniaire de cette fausse dénonciation, de cette poursuite injustifiée, de ce faux témoignage, puisse se retourner contre les vrais auteurs du dommage, armé de cette subrogation que le droit commun donne à toute personne tenue pour d'autres et avec d'autres ?

Contre ce recours de l'État, de nombreuses objections ont été pourtant soulevées devant le Sénat.

On a manifesté d'abord la crainte que le recours donné contre le dénonciateur, aurait pour résultat d'effrayer tous ceux qui auraient connaissance d'un crime ou d'un délit, et de rendre désormais impossible l'exercice de l'action publique. Mais le texte même de la loi, et la réponse faite par M. Bérenger au nom de la Commission, ne laissent rien subsister de l'objection. Le dénonciateur qui pourra être atteint par le recours de l'État, ce n'est pas tout dénon-

ciateur, mais celui « *par la faute duquel* la condamnation aura été prononcée ».

Il ne s'agit pas de « grever la situation de personne », disait M. Bérenger au Sénat, mais de « subroger l'État aux droits que, d'après nos lois actuelles, le condamné peut avoir, soit contre la partie civile, soit contre les dénonciateurs ou le faux témoin. »

Le « dénonciateur » dont parle l'article 446 doit donc s'entendre, à notre avis, de l'individu qui, avant même la promulgation de la loi de 1895, pouvait faire l'objet d'une action en dommages-intérêts ; et pas plus que le droit donné à l'inculpé d'obtenir des dommages-intérêts de ce dénonciateur, la subrogation faite de ce droit en faveur de l'État, ne peut entraver l'action publique.

Une autre objection se formulait en ces termes : « Il vaut mieux, la responsabilité de l'État étant reconnue à raison d'une faute sociale ou d'un accident, laisser à la charge de l'État cette responsabilité sans la faire partager à un particulier. »

Il est facile de répondre à cette objection que la responsabilité de l'État n'est que subsidiaire ; qu'elle ne doit agir qu'à défaut d'une autre responsabilité ; que, s'il est équitable de rendre l'État responsable de la faute sociale, il serait souverainement injuste de soustraire à toute responsabilité les fautes individuelles ; qu'on peut bien mettre à sa seule charge les « accidents », les hasards malheureux, mais non les événements prémédités et voulus dont les auteurs se sont fait connaître.

D'après l'avis d'un autre sénateur, le recours qu'on autorisait l'État à exercer contre l'auteur de la faute, aurait pour inconvénient de permettre à une juridiction nouvelle de « reviser l'arrêt de revision ».

Il est vrai que, si la personne responsable du dommage n'est pas en cause dans l'instance en revision, il sera nécessaire de saisir la juridiction civile, et que celle-ci pourra, en refusant d'accorder à l'État les dommages-intérêts demandés contre le dénonciateur ou le faux témoin, jeter une sorte de suspicion contre l'arrêt de revision qui s'est basé sur la fausseté du témoignage ou de la dénonciation. Mais l'inconvénient ne serait-il pas le même si la victime de l'erreur exerçait directement le recours que lui donne la législation actuelle contre le dénonciateur ou le faux témoin? N'existe-t-il pas aujourd'hui, toutes les fois que l'acquitté use du droit que lui accorde l'article 359 du Code d'instruction criminelle?

On a dit enfin : « A quoi bon un texte spécial pour appliquer le droit commun? » Mais, il y a, dans l'esprit de ceux qui soulèvent cette objection, une confusion.

Par ces mots : « le paragraphe 5 de l'article 446 fait l'application du droit commun », veut-on dire que ce texte ne rend les particuliers responsables vis-à-vis de l'État que dans le cas où ils sont responsables vis-à-vis de la victime de l'erreur, et que par conséquent il n'aggrave pas leur situation? Dans ce sens, il est vrai de dire, avec un commentateur de la loi de 1895, que le texte critiqué « n'est pas à proprement parler une disposition

nouvelle, mais simplement une application du droit commun (1) ».

Mais si, envisageant la situation de l'État et non pas celle des particuliers, on veut dire que l'État, par ce seul fait qu'il a réparé le tort causé par des particuliers, qu'il a payé les dommages-intérêts que ces particuliers auraient pu être tenu de payer, est de plein droit subrogé aux droits qu'aurait pu exercer contre ces particuliers la victime de l'erreur, — nous contestons cette affirmation, et nous prétendons qu'un texte était nécessaire pour créer cette subrogation.

Le paragraphe 3 de l'article 1251, Code civil, le seul texte de droit commun sur lequel aurait pu s'appuyer l'État à défaut du texte spécial de notre article 446, — « La subrogation a lieu de plein droit, 3^o au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter », — ne nous paraît pas applicable en l'espèce. L'article 1251 suppose, en effet, deux personnes tenues au paiement d'une même dette, tandis que l'État d'une part, et le faux témoin ou le dénonciateur d'autre part, sont tenus vis-à-vis de la victime de l'erreur judiciaire par deux obligations tout à fait différentes.

A ne les considérer que par leur objet, ces obligations peuvent paraître semblables. De quoi est tenu l'État ? De réparer le dommage causé par l'erreur. De quoi est tenu

(1) Jean, *loc. cit.*

le faux témoin? De réparer le dommage causé par son mensonge. Mais si on les envisage dans leur cause, on constate que ces deux obligations n'ont aucun lien entre elles. La cause de l'obligation du particulier, c'est la faute qu'il a commise. La cause de l'obligation de l'État, c'est le dommage dont il a été l'auteur. La dette de l'État existe donc indépendamment de la dette du dénonciateur ou du faux témoin. L'État ne peut pas dire au faux témoin : « J'ai payé pour vous », car c'est pour lui-même, et pour éteindre sa propre dette, qu'il a payé.

Il fallait donc un texte formel et spécial pour autoriser l'État à recourir contre le faux témoin, contre le dénonciateur ou contre la partie civile ; le droit commun l'aurait laissé désarmé.

CHAPITRE CINQUIÈME

LES PREMIÈRES APPLICATIONS DE LA LOI DE 1895

Il est intéressant de rechercher quelles ont été les premières applications du principe posé par le législateur de 1895, que la victime d'une erreur judiciaire légalement reconnue par la procédure de revision, est admise à demander à l'État réparation de cette erreur.

Ces applications ne sont pas bien nombreuses. Depuis la promulgation de la loi de 1895 jusqu'à ce jour (1^{er} juin 1898), il n'en existe à notre connaissance que trois.

Le nombre des arrêts de revision prononcés par la Cour de cassation, pendant cette période de près de trois années, s'est lui-même élevé à neuf, savoir :

Cauvin, arrêt du 23 avril 1896 (1).

Naudin, arrêt du 25 juin 1896 (2).

Druaux, arrêt du 26 juin 1896 (3).

(1) Bull. Crim. Cour de cass., n° 140.

(2) Gaz. Trib., 1^{er} juillet 1896.

(3) Gaz. Trib., 23 octobre 1896.

Rossi, arrêt du 6 août 1897 (1).

Bodelle, arrêt du 11 décembre 1897 (2).

Vaux et Petit, arrêt du 16 décembre 1897 (3).

Chaiëb ben Amar, arrêt du 23 janvier 1898 (4)

Jamet et Léger, arrêt du 7 avril 1898 (5).

Pelosi, arrêt du 22 avril 1898 (6).

Pour l'une de ces affaires, l'affaire Cauvin, qui, renvoyée par la Cour de cassation devant la Cour d'assises du Rhône, s'est terminée par l'acquittement du condamné, il ne fut pas exercé d'action en indemnité.

« Nous ne demandons pas, s'était écrié l'avocat de Cauvin, en réponse au réquisitoire du procureur général, nous ne demandons pas d'argent à la société, nous demandons qu'on nous rende notre liberté et notre honneur, et rien de plus ! »

La réparation accordée fut seulement celle que la loi de 1895 déclare obligatoire, c'est-à-dire l'insertion au *Journal officiel* et l'affichage de l'arrêt de revision. Il est permis de regretter, en se plaçant à un point de vue théorique, qu'une demande d'indemnité n'ait pas été présentée. De l'aveu même de son défenseur, l'innocence de Cauvin n'était pas certaine ; c'est le doute qui planait sur l'affaire

(1) Bull. Crim., n° 284.

(2) Gaz. Trib., 31 décembre 1897.

(3) Gaz. Trib., 18 décembre 1897.

(4) Gaz. Trib., 28 janvier 1898.

(5) Gaz. Trib., 11 avril 1898.

(6) Gaz. Trib., 24 avril 1898.

et non l'affirmation éclatante de l'erreur commise qu'il invoquait pour réclamer un acquittement. Mise en présence de cette situation, la Cour aurait-elle écarté la demande en indemnité ? et dans l'affirmative, quelles raisons aurait-elle données pour l'écarter ?

Pour cinq des affaires revisées depuis la promulgation de la loi de 1893, savoir les affaires Rossi, Bodelle, Chaïeb-ben-Amar, Jamet et Léger, Pélosi, elles sont encore pendantes devant la juridiction de renvoi, et la question de réparation ne s'est pas encore posée.

Trois affaires, comme nous l'avons dit plus haut, ont donc donné lieu à allocation d'indemnité.

C'est d'abord une affaire simplement correctionnelle, l'affaire Naudin.

Une demoiselle L... avait confié à un ouvrier nickeleur nommé Naudin, un plateau que ce dernier ne put représenter quand on le lui réclama.

Il prétendit avoir remis ce plateau à un argenteur nommé Redet, qui devait toujours l'avoir en sa possession. Mais, disait-il, cet individu avait déménagé et sa nouvelle adresse lui était inconnue.

Cette explication ne satisfait pas la demoiselle L... qui porta plainte.

Le tribunal correctionnel de la Seine ne s'y arrêta pas non plus et condamna le prévenu à quinze jours de prison pour abus de confiance.

Naudin subit sa peine, puis, une fois libre, il se mit à la recherche de Redet et le retrouva. Ce dernier avait fait faillite et vivait sous un faux nom dans un autre quartier. Il possédait toujours le plateau et le tenait à la disposition de sa propriétaire.

Naudin ayant ainsi la preuve de sa bonne foi, se pourvut en revision.

La Cour suprême, le 2 mai 1896, déclara le pourvoi recevable et après supplément d'information, par arrêt du 1^{er} juillet suivant, cassa la décision du tribunal de la Seine et renvoya l'affaire devant le tribunal de Versailles, lequel, par jugement du 16 octobre 1896 (1), acquitta Naudin et lui alloua la somme de trois cents francs à titre de dommages intérêts.

Dans ce jugement, le tribunal semble considérer comme une faute à la charge de la victime de l'erreur, le fait de « n'avoir pas tenté tous les degrés de juridiction et de n'avoir pas déféré le jugement à la cour d'appel, devant laquelle il aurait produit le mal fondé de la poursuite », faute qui ne peut pas avoir d'ailleurs pour conséquence de décharger entièrement la responsabilité de l'État, mais qui peut avoir pour résultat d'en limiter l'étendue. La théorie ainsi ébauchée dans le jugement du tribunal de Versailles nous paraît inattaquable, bien qu'en l'espèce il soit permis de se demander si Naudin, qui n'avait pas encore pu retrouver la preuve de son innocence, n'avait pas très sagement agi en refusant de faire appel de sa condamnation.

(1) Gaz. Trib., 7 novembre 1896.

La seconde affaire est l'affaire Druaux.

La Cour d'assises de la Seine-Inférieure condamna le 14 novembre 1887 aux travaux forcés à perpétuité une femme Druaux-Delacroix, convaincue d'avoir empoisonné son mari et son frère.

Huit ans après, il fut reconnu que les prétendues victimes de cette malheureuse femme avait été intoxiquées par des émanations d'oxyde de carbone provenant du four à chaux contigu à leur habitation.

L'innocence de la femme Druaux était démontrée et la Cour de cassation, dans son audience du 26 juin 1896, annula l'arrêt de la Cour d'assises de Rouen, et renvoya l'affaire devant le jury de la Somme.

Les nouveaux débats se terminèrent par un acquittement, et la Cour alloua 40.000 francs de dommages-intérêts à la femme Druaux.

Enfin la troisième affaire, l'affaire Vaux et Petit, dont le retentissement a été considérable, est la seule pour laquelle on se soit trouvé dans le cas du paragraphe 4 de l'article 445 : « Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité ; en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles s'il y en a au

procès et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts ; dans ce cas elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement prononcée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts. »

Pierre Vaux, instituteur à Longepierre, par Châlon-sur-Saône, et Jean Petit, furent avec sept autres habitants de cette commune accusés d'être les auteurs de plusieurs incendies qui y avaient éclatés en 1852.

Deux seulement des accusés furent acquittés. Pierre Vaux fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Les incendies ne cessèrent pas à Longepierre, et de plus, des aveux formels des principaux témoins de l'enquête, prouvèrent que Pierre Vaux et Petit avaient été victimes d'une vengeance politique.

Mais Pierre Vaux mourut au bagne sans avoir pu obtenir que les pouvoirs publics s'occupassent de lui.

Ses enfants multiplièrent en vain les démarches et les sollicitations.

Ce ne fut que le 16 décembre 1897 que la Cour de cassation, en vertu du nouvel article 445, en même temps qu'elle déchargeait la mémoire de Vaux et de Petit, alloua 100.000 francs aux héritiers du premier et 50.000 francs à ceux du second à titre de dommages-intérêts (1).

(1) Une affaire « Fétis » actuellement soumise à la Cour de cassation et fixée au mois de juillet prochain, aboutira selon toute vraisemblance à un arrêt analogue.

Tels sont les renseignements qui nous sont parvenus à ce jour sur les applications de la loi du 8 juin 1895.

Il en résulte, — et ce résultat était facile à prévoir, — que les dispositions de la loi du 8 juin 1895 entraînent assez rarement la responsabilité de l'État, mais que cette responsabilité est assez lourde pour certaines des erreurs réparées.

Les indemnités seraient beaucoup plus fréquentes, mais elles seraient presque toujours peu élevées, si, comme nous le demandons dans la conclusion de cette étude, le principe de la réparation était étendu à tous les cas d'erreur judiciaire.

LIVRE TROISIÈME

LA RÉPARATION DES ERREURS JUDICIAIRES
DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Presque à l'heure où, dans cette belle déclaration du 8 mai 1788, que nous avons reproduite, le roi Louis XVI proclamait son désir d'introduire dans notre législation le principe de la réparation légale des erreurs judiciaires, un prince voisin, Léopold de Toscane, réalisait dans ses États le vœu du monarque français ; le Code pénal toscan de 1786 faisait, dans son article 46, la première application de ce principe.

En vertu de ce texte, « il y avait lieu d'indemniser tous ceux qui, par des circonstances fortuites ou certaines coïncidences fatales, se seront trouvés sous le coup d'une accusation criminelle sans que personne en soit coupable, et quelquefois auront été retenus prisonniers au préjudice de leur honneur, de leurs intérêts et de ceux de leur famille et auront été reconnus innocents dans la suite. » A cet effet, il était institué une caisse spéciale sous la direction du président du bon gouvernement du domaine florentin, dans laquelle devait être versé le montant de toutes les condamnations pécuniaires. Il en devait être présenté chaque année un compte rendu au prince. L'indemnité était accordée par le juge aux victimes des erreurs judiciaires et sa décision en déterminait la quotité.

Le principe survécut à la législation toscane. Il passa en 1819 dans le Code pénal des Deux-Siciles aux termes

duquel « les innocents devaient être indemnisés sur la caisse des amendes ». Il semble d'ailleurs qu'on en resta à la proclamation du principe, et que les textes qui le proclamaient restèrent pratiquement lettre-morte. Quoi qu'il en soit, le Code de procédure criminelle italien de 1865 le fit disparaître.

Introduit un peu plus tard dans la législation suisse, le principe de la réparation a eu, dans les États de cette petite République, un avenir plus heureux. Le titre XIII de la Constitution genevoise de 1794 intitulé : « Marche de la Justice criminelle », distinguait plusieurs solutions possibles dans le prononcé et dans les conséquences du verdict émis par le jury. Si l'accusé réunissait contre lui les trois quarts des suffrages, il était déclaré auteur ou complice et frappé d'une peine. La simple majorité ne suffisait pas pour le déclarer coupable, mais aboutissait à sa condamnation aux frais. En cas de partage, il était libéré sans frais. La majorité des voix prononcée en sa faveur lui donnait droit à une indemnité de sept florins par jour de détention. L'unanimité dans le même sens lui permettait de réclamer une indemnité de quinze florins par jour de détention et l'affichage du verdict d'absolution.

C'était une première ébauche de la théorie de la réparation qui se précisa, un demi-siècle plus tard, dans le Code pénal bernois de 1854 et fut accueilli par la législation de plusieurs cantons, Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Argovie, Bâle (1).

(1) *Annuaire de législation étrangère*, t. XIX, p. 685.

L'introduction du principe dans d'autres législations européennes est plus récente. Elle date de moins de quinze années. C'est la loi portugaise du 14 juin 1884 (1), la loi suédoise (2) du 12 mars 1886, le Code norvégien d'instruction criminelle du 1^{er} juillet 1887, la loi danoise (3) du 5 août 1888, la loi autrichienne du 16 mars 1892, une loi islandaise (4) du 26 octobre 1893, — hors d'Europe le Code pénal mexicain du 13 septembre 1880 et le Code pénal brésilien du 11 octobre 1890 — qui ont ouvert la voie à la loi française du 8 juin 1895.

A ces applications actuelles du principe de la réparation, il est juste d'ajouter le souvenir d'une application passée, — le Code pénal espagnol de 1822 (5) qui n'a été en vigueur que pendant le court espace de quinze mois, contenait un chapitre XII intitulé : « De l'indemnisation des innocents » — et l'espoir d'applications prochaines : le projet de Code de procédure pénale allemand déposé sur le bureau du Reichstag par le gouvernement en 1894, autorise l'administration à allouer une indemnité aux individus injustement condamnés, dont l'innocence est établie par ce que les Allemands nomment harmonieusement : « wiederaufnahmeverfahren », c'est-à-dire par une procédure de revision ; un autre projet de loi déposé par le

(1) Revue pénitentiaire, 1893, p. 917.

(2) Ann. législat. étrang., t. XVI, p. 391.

(3) Ann. législat., t. XVIII, p. 732.

(4) Ann. législat., t. XXIII, p. 576.

(5) Revue pénitentiaire, 1893, p. 568.

ministre de la justice hongrois, le 4 mai 1895, contient un titre entièrement consacré à « la réparation du dommage en cas d'arrestation, de détention préventive et d'emprisonnement définitif injustement subis (1). »

Dans d'autres pays, la question de la réparation pécuniaire des erreurs judiciaires a été soulevée, et si le silence s'est fait aujourd'hui sur les propositions ou sur les projets qui l'avaient introduite, elles n'en seront pas moins comme un premier jalon de la voie à tracer. Il y a plus de vingt années déjà que les Chambres hollandaises ont discuté et adopté une disposition d'un projet de Code de procédure criminelle, aux termes de laquelle les victimes d'erreurs judiciaires devraient ou pourraient, suivant les cas, obtenir une indemnité. Le Parlement belge a maintes fois reçu des propositions du même genre : la première fois, en 1862, dans une discussion relative aux servitudes, et pour cette raison que, d'après l'auteur de la proposition, la plus lourde des servitudes était la servitude judiciaire (2).

Sans entrer dans l'étude approfondie de ces diverses lois ou projets, il nous paraît intéressant d'en indiquer les caractères généraux et de les comparer avec la nôtre.

Comment y est compris le principe de réparation ? Quelle y est l'étendue de son application ? La réponse à ces deux questions varie suivant les législations.

(1) *Revue pénitentiaire* 1896, page 970, art. de M. Gruber.

(2) Pascaud, *op. cit.*

I

Au point de vue du principe, nous nous trouvons en présence de deux systèmes très caractérisés et qu'on peut appeler, du nom des deux législations qui nous serviront de type, le système danois et le système suédois.

Le système consacré par la loi danoise du 5 avril 1888 est la reconnaissance formelle d'une dette de l'État vis-à-vis de la victime de l'erreur judiciaire : « Celui qui, après avoir été soumis à la détention préventive, est ensuite acquitté et mis en liberté, sans que l'affaire soit poursuivie jusqu'au jugement, a droit à une indemnité, à fixer par le juge, pour le tort, le préjudice et la perte pécuniaire qu'il a subie... »

C'était déjà le système adopté par le Code pénal espagnol de 1822 dont l'existence fut si éphémère, aux termes duquel « tout individu qui, après avoir été l'objet d'une information criminelle, aura été déclaré absolument innocent du délit ou de la faute qui a motivé cette information, sera immédiatement et complètement indemnisé de tous les dommages et préjudices par lui éprouvés dans sa personne, sa réputation et ses biens, sans qu'on puisse exiger de lui à cet effet aucun frais ni aucune dépense ; et, s'il le désire, un procureur fiscal sera chargé de le représenter dans cette demande en indemnité, comme s'il s'agissait d'une demande introduite d'office. »

A l'inverse, le système consacré par la loi suédoise du 12 mars 1886 introduit le principe de la réparation comme une conséquence du devoir d'assistance de l'État. « Lorsqu'un individu aura été arrêté comme inculpé d'un délit et que la poursuite intentée contre lui aura été ensuite abandonnée ou qu'il aura été acquitté ; lorsqu'un individu condamné à une peine privative de liberté aura subi sa peine et qu'après une nouvelle instruction régulièrement faite il aura été acquitté ou condamné à une peine moindre que celle qu'il a déjà subie, ... il *pourra* lui être alloué... » dit le texte de la loi. Et la procédure qu'elle organise achève de bien montrer son caractère : l'individu qui veut obtenir une indemnité, s'il se trouve dans les conditions légales, adresse sa requête au Roi par l'intermédiaire du ministre. Le ministre instruit la demande, le Roi alloue l'indemnité et sa décision n'est soumise à aucun recours : c'est bien un acte de juridiction gracieuse.

Il n'est pas toujours facile de juger, d'après les textes des lois sur la réparation, auquel de ces deux systèmes elles se rattachent : nous savons déjà, d'après l'exemple des difficultés auxquelles donne lieu l'interprétation de la loi française, combien les mêmes mots peuvent exprimer de significations très différentes.

La loi portugaise, limitée d'ailleurs aux erreurs revisées ; le Code mexicain, comprenant les erreurs constatées par un jugement de revision ou par une sentence d'acquittement, par les termes catégoriques qu'ils emploient,

paraissent bien reconnaître le droit de la victime de ces erreurs.

Inversement le projet allemand, en décidant que l'allocation de l'indemnité sera laissée à la décision de l'administration, semble bien affirmer le caractère purement charitable de la réparation.

Les lois cantonales suisses, celles-là surtout qui, comme nous le verrons plus loin, sont les plus extensives, laissent l'interprète plus hésitant. Elles prévoient des hypothèses où l'allocation de l'indemnité sera obligatoire et d'autres où l'allocation de l'indemnité sera facultative.

Tel par exemple le Code pénal bernois de 1854, d'après lequel il semble que l'indemnité sera due au prévenu libéré par une ordonnance de non-lieu, tandis qu'elle pourra seulement être allouée à l'acquitté ou au condamné dont le procès a été révisé. Telle encore la loi du 9 décembre 1889 pour le canton de Bâle, aux termes de laquelle « lorsqu'une personne a été incarcérée par ordre des pouvoirs publics, si la procédure instruite contre elle n'aboutit pas au renvoi de l'inculpé devant les tribunaux, elle a droit après clôture de l'instruction à une indemnité,... » tandis que dans les autres hypothèses la formule employée par le législateur est la « possibilité ».

Il semblerait que le législateur des cantons suisses a principalement voulu protéger les citoyens contre une détention qui n'aurait pas de justes motifs, et qu'en conséquence l'hypothèse où la réparation s'impose davantage est celle où le juge d'instruction reconnaît lui-même que

la preuve de la culpabilité ne peut pas être faite et qu'il a commis une erreur.

Enfin l'interprétation de la loi autrichienne soulève des difficultés d'un autre genre. La procédure organisée par cette loi comprend une espèce d'instruction par le tribunal qui a rendu le jugement annulé, et une décision par le ministre de la justice. Mais cette décision du ministre est soumise à un recours devant le tribunal d'empire. C'est le ministre qui statue, comme dans la législation suédoise ; mais le ministre ne fait pas un acte purement gracieux, puisque sa décision est soumise à un recours devant une juridiction contentieuse.

D'après une étude qu'a publiée la *Revue pénitentiaire* sur la loi autrichienne, et dont l'auteur est M. de Krzymski (1), professeur à l'Université de Cracovie, le système consacré par cette loi ne serait ni la reconnaissance d'un droit, ni la simple indication d'un devoir. La thèse qui aurait prévalu dans la discussion préparatoire de la loi pourrait se résumer dans les deux propositions suivantes : « 1^o La nécessité d'accorder aux personnes condamnées par erreur une réparation pécuniaire, découle plutôt d'une obligation de l'État que d'un droit appartenant aux premières, 2^o La dette de l'État, vis-à-vis de ces personnes, naissant de l'exercice d'une fonction qui confine à la souveraineté, ne saurait engendrer une action civile mais peut

(1) *Revue pénitentiaire*, 1894, p. 806.

seulement donner naissance à une procédure devant un tribunal spécial, chargé de juger les questions contentieuses dérivant des rapports réglés par le droit public. »

Les lignes du professeur de Cracovie, que nous avons tenu à citer textuellement, éclairent mal le système autrichien, dont l'inspiration reste assez obscure. Peut-être le législateur autrichien a-t-il simplement voulu ce que propose le ministre de la justice hongrois, en termes très clairs, dans le projet que nous avons indiqué ?

D'après ce projet, qui se distingue nettement du système danois et du système suédois, il faut faire une différence entre le droit à l'indemnité et l'indemnité elle-même. C'est l'autorité judiciaire qui reconnaît l'existence du droit à l'indemnité, mais c'est le ministre de la justice qui prononce l'allocation de l'indemnité.

La procédure de réparation comprend donc, comme dans la loi autrichienne, une double phase : l'introduction de l'action en indemnité devant la Cour de justice (correspondant à la Cour d'appel) qui instruit l'affaire et prépare la décision de la Cour suprême, laquelle statue définitivement sur le droit à l'indemnité, sur l'existence et l'importance du dommage ; la fixation du montant de l'indemnité par le ministre de la justice, fixation basée d'ailleurs sur la décision de la Cour suprême.

Mais, chose remarquable, ce caractère mi-judiciaire mi-administratif de la réparation, disparaît lorsque l'erreur résulte, non plus d'une sentence d'acquiescement ou d'une ordonnance de non-lieu, mais bien d'un jugement de revi-

sion. Dans ce cas, la procédure est exclusivement judiciaire. C'est le jugement de revision qui fixe le montant de l'indemnité, sans aucune intervention de l'administration.

Au fond, le projet hongrois s'inspire, comme la loi danoise, du sentiment de la responsabilité de l'État, et c'est bien l'existence d'une dette à la charge de l'État qu'il reconnaît. Mais les nécessités budgétaires, la pensée du danger que pourraient courir les finances publiques si les juges se montraient trop larges, ont poussé les auteurs de ce projet à faire intervenir le pouvoir modérateur et calculateur de l'administration. Ici encore, la raison d'État l'a emporté sur la logique.

II

Au point de vue de l'application, les diverses législations qui ont admis le principe de la réparation présentent des différences non moins importantes.

1^o Dans quel cas y a-t-il lieu à réparation ?

Plusieurs lois étrangères : la loi portugaise du 14 juin 1884, la loi autrichienne du 16 mars 1892, la loi du 7 juillet 1886 du canton suisse d'Argovie, le Code de procédure pénale genevois de 1884, le Code brésilien de 1890 limitent l'application du principe de la réparation, comme dans

la loi française, au cas où l'innocence de la victime de l'erreur a été constatée par une sentence de revision. Il en est de même du projet allemand.

Le Code pénal mexicain de 1880 étend l'application du principe aux acquittés, sans aller jusqu'à autoriser l'allocation d'une indemnité à ceux qui ont pu être l'objet de poursuites, mais qui n'ont pas comparu devant le tribunal.

Inversement, le Code de procédure pénale du canton de Vaud autorise l'allocation d'une indemnité au profit du prévenu libéré avant tout jugement et ne parle pas du prévenu qui a obtenu une sentence d'acquiescement.

Les autres législations et notamment celles de Suède, de Norwège, de Danemark, les lois cantonales suisses de Berne, Fribourg, Neuchâtel et Bâle, étendent à toutes les victimes d'erreurs judiciaires, quel que soit le moment où l'erreur a été reconnue, le bénéfice de la réparation. Le projet du ministre de la justice hongrois admet la même extension.

2^o Quelles conditions sont requises pour qu'il y ait lieu à réparation ?

On trouve dans plusieurs législations étrangères une première réserve à l'application du principe de la réparation qui consiste à exiger, pour que cette application soit possible, que la victime de l'erreur ait été détenue. Cette réserve n'est pas formulée dans les lois qui limitent l'allocation de dommages-intérêts aux cas de revision ; et ce

silence s'explique par le peu d'importance qu'elle présente alors.

Il est rare en effet que la revision des procès criminels soit permise, lorsque la peine prononcée par le jugement à reviser n'est pas une peine privative de liberté ; et si la peine prononcée n'a pas été subie, la fuite par laquelle le condamné s'est soustrait à l'exécution de la sentence, n'aura sans doute pas entraîné un préjudice moindre que l'emprisonnement même.....

Au contraire, la plupart des lois extensives du principe de la réparation ont cru nécessaire de mettre à l'allocation de dommages-intérêts, cette condition *sine quâ non* d'une détention, par laquelle donnent lieu seulement à réparation les erreurs de quelque importance. Ainsi en est-il de la loi danoise, de la loi suédoise, du projet hongrois, des lois suisses. Nous avons d'ailleurs vu que le but de ces dernières semblait être précisément de protéger la liberté individuelle contre les détentions injustifiées.

Une seconde condition, généralement requise des victimes d'erreurs judiciaires, c'est que leur innocence soit certainement constatée.

La sentence de revision peut, d'après un certain nombre de lois étrangères, proclamer l'innocence absolue du condamné, ou maintenir sa culpabilité telle que l'avaient admise les premiers juges, ou reconnaître une culpabilité moindre en prononçant une peine moins forte.

Que le principe de la réparation s'applique dans le pre-

mier cas, qu'il ne s'applique pas dans le second cas, voilà qui est bien évident ! Mais faut-il ou ne faut-il pas l'appliquer dans le troisième cas ?

C'est par l'affirmative que répondent la plupart des lois étrangères. Telles par exemple, la loi du canton de Bâle : « Lorsqu'on reconnaît que l'inculpé méritait une peine moindre que celle qui lui a été infligée », et la loi suédoise : « Si après une nouvelle instruction faite dans les formes régulières, le condamné a été puni d'une peine moindre que celle qu'il a déjà subie. » La loi autrichienne au contraire qui admet la possibilité d'une sentence de revision, dans le cas où la procédure de revision n'a pas abouti à une décharge totale du condamné, n'admet pas dans ce cas la réparation.

Sur ce point, comme sur celui de l'extension à toutes espèces d'erreurs du principe de la réparation, le projet de loi hongrois se sépare de la loi autrichienne ; il admet que l'indemnité sera due à celui qui est « condamné par un jugement de revision à une peine inférieure à celle qu'il avait subie en vertu du jugement annulé. »

La constatation de l'innocence est moins facile et les règles tracées par les lois sont moins précises, lorsqu'il s'agit non plus de condamnés dont le jugement est révisé, mais d'acquittés ou de bénéficiaires d'ordonnances de non-lieu. Nous voyons le législateur se préoccuper surtout, dans les législations où l'allocation de l'indemnité est obligatoire, d'empêcher les abus.

D'après la loi danoise l'indemnité n'est allouée que si « il résulte nécessairement des explications fournies, que le prévenu était innocent du délit pour lequel il a été détenu ».

Aux termes du Code mexicain, il y a lieu à réparation pécuniaire « quand l'accusé sera acquitté, non par suite de l'insuffisance de preuves, mais après avoir justifié de sa complète innocence au sujet du délit qui lui était imputé ».

D'après le projet de loi hongrois, l'innocence résulte d'une des trois circonstances suivantes : Le prévenu n'a pas commis l'acte reproché ; l'acte reproché n'a été commis par personne ; l'acte reproché n'est pas reprehensible au point de vue de la loi pénale. En dehors de ces trois cas, et quand même il y aurait acquittement ou ordonnance de non-lieu, l'indemnité ne devra pas être allouée.

Plusieurs législations entendent d'ailleurs dans un sens très large le mot d'innocence. Telles par exemple les lois suédoise, danoise, et la loi du canton de Bâle qui admettent l'application du principe de la réparation, non seulement lorsqu'un individu a été poursuivi, jugé ou condamné à tort, mais même lorsqu'un individu a été condamné à une peine plus forte que celle qu'il méritait. « Lorsqu'on reconnaît que l'inculpé méritait une peine moindre que celle qui lui a été infligée », dit la loi bâloise. « Si, après une nouvelle instruction faite dans les formes régulières, il aura été condamné à une peine moindre que celle qu'il a déjà subie », aux termes de la loi suédoise.

Enfin il y a une troisième réserve à l'application du principe de la réparation, commune à presque toutes les législations, même à celles qui déclarent facultative l'allocation de l'indemnité : la faute de la victime de l'erreur entraîne déchéance du droit à réparation. Mais la formule varie selon les lois.

La loi autrichienne détermine expressément les cas de faute : « si le condamné s'est opposé à dessein à la condamnation injuste ou si, ayant été condamné par défaut, il ne s'est pas pourvu. »

D'après la loi suédoise « l'indemnité ne pourra être allouée à celui qui aura cherché, par la fuite ou autrement, à se soustraire à l'instruction ou à empêcher la découverte de la vérité par la suppression de preuves ou d'objets, ni à celui qui à dessein, par un aveu mensonger, fait en justice ou ailleurs, ou en se dénonçant faussement lui-même ou de toute autre manière, aura été cause que l'instruction ait été instruite ou poursuivie contre lui. »

D'après le projet hongrois, « en cas d'arrestation préalable ou de détention provisoire injustifiée, ne peut réclamer aucune indemnité :

1° Celui qui a tenté de fuir ou qui a pris la fuite ;

2° Celui qui s'est faussement dénoncé lui-même ou qui a faussement avoué ;

3° Celui qui s'est efforcé d'influencer les témoins, les coaccusés, ou les experts en vue d'obtenir d'eux soit une fausse déposition, soit une expertise favorable, soit une

abstention complète de témoignage ou d'expertise, afin d'effacer les traces du fait. »

En cas de revision, la loi est plus rigoureuse encore et ajoute aux fautes précédemment citées : le fait d'avoir, dans le premier procès, passé volontairement sous silence les moyens de preuve qui ont permis aux nouveaux juges de prononcer la revision ; le fait d'avoir laissé se commettre des erreurs de droit, en n'appelant pas d'un jugement qui déclarait punissable un acte qui ne l'est pas, ou de s'être volontairement présenté pour subir sa peine avant d'y être légalement obligé.

Employant une formule plus générale, la loi danoise fait cesser le droit à une indemnité : « Lorsque l'intéressé a lui-même donné lieu par sa conduite à la détention préventive. » Elle est en même temps plus souple, et permet au juge, « lorsqu'il reconnaît que la conduite suspecte du prévenu peut avoir été déterminée par la peur, le trouble ou une erreur excusable, de lui allouer une indemnité réduite en proportion ».

La loi bâloise du 9 décembre 1889 dit plus généralement : «,pourvu qu'il n'y ait pas de la faute du prévenu ».

III

Ce qui ne serait pas le moins intéressant, serait de savoir quelles sont les conséquences des lois sur la répa-

ration, quel est le nombre des erreurs réparées, quelle est l'importance des sommes allouées.

Sur ce point, malheureusement, les renseignements nous manquent. Les seuls chiffres que nous possédons s'appliquent à la Suisse, sont anciens et très sujets à caution.

Dans le canton de Berne, les dépenses pour l'année 1868 — citée dans une étude parue en 1870 (1) — ne se sont élevées qu'à une somme de 3.955 francs. En ce qui concerne les individus acquittés ou libérés par une ordonnance de non-lieu, le nombre de ceux d'entre eux, dont l'innocence avait été constatée et qui reçurent une indemnité, variait selon les juridictions, entre un dixième et un cinquième.

Des renseignements donnés par M. Pascaud (2) pour le canton de Vaud (la législation de ce canton n'applique, il est vrai, le principe de la réparation qu'aux individus poursuivis et non jugés) montrent que l'État de ce canton avait payé en 1881, 441 francs à cinq personnes ; en 1882, 994 fr. 20 à 10 personnes ; en 1883, 140 francs à huit personnes ; en 1885, 175 francs à sept prévenus renvoyés ; en 1886, 185 francs à quatre personnes.

Du même auteur, les chiffres suivants pour le canton

(1) Bernard. *La Réparation des erreurs judiciaires* (Revue critique de législation et de jurisprudence, octob., nov., déc., 1870).

(2) Pascaud. De l'indemnité à allouer aux individus indûment condamnés ou poursuivis en matière criminelle, correctionnelle ou de police, p. 94. — Pichon et Guillaumin, 1888.

de Neuchâtel, où la législation est aussi large qu'à Berne : de 1875 à 1883, cinq personnes, dont quatre bénéficiaires d'une ordonnance de non-lieu, ont reçu ensemble 1.928 francs ; en 1885 et 1886, deux personnes ont touché 35 francs.

On n'accusera certes pas la magistrature suisse d'être prodigue de l'argent du trésor, ni les lois de réparation de constituer un péril financier pour ce pays.

LIVRE QUATRIÈME

CONCLUSION

CONCLUSION

LE COMPLÉMENT DE L'ŒUVRE

Comme nous l'avons vu au précédent chapitre, toutes les lois qui s'inspirent du principe de la réparation légale des erreurs judiciaires sont de date récente : la plus ancienne n'a pas un demi-siècle d'existence. Mais leur nombre s'accroît de jour en jour et il ne nous paraît pas douteux que bientôt le principe de la réparation sera, dans toutes les législations civilisées, le corollaire du principe de la revision. C'est la logique qui le veut : reconnaître son erreur est un premier pas ; réparer les conséquences de cette erreur est un second pas qui devrait être beaucoup plus facile à franchir que le premier, parce que la reconnaissance de l'erreur est une humiliation pour le juge et pour la société que le juge représente, tandis que la réparation de l'erreur n'atteint que les bourses.

La loi du 8 juin 1895 a fait franchir heureusement à la législation française ce pas décisif. Désormais l'erreur reconnue par un jugement de revision obligera l'État à

payer à la victime une indemnité compensatrice du préjudice causé par l'erreur. C'est une dette de l'État, comme c'est pour le condamné, un droit consacré par la loi.

Dans les limites restreintes où elle est applicable, la réforme est parfaite ; ou du moins il ne manque à sa perfection qu'un peu plus de clarté dans sa forme, un peu plus de précision dans ses termes. On corrigerait son imperfection en remplaçant la formule indéterminée et prêtant à l'arbitraire : « l'arrêt pourra allouer des dommages-intérêts » par un texte plus explicite et mieux défini, sans chercher cependant à atteindre une détermination trop absolue. L'amendement qu'avait présenté au Sénat M. Trarieux, nous paraît satisfaire à ces conditions : « L'arrêt ou le jugement de revision, d'où résultera l'innocence d'un condamné, devra, si le condamné n'a pas donné lieu par sa faute aux poursuites et à la condamnation, lui allouer sur sa demande des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui aurait causé sa condamnation. »

Entré dans la législation par la voie étroite de la revision, le principe de la réparation ne peut pas manquer de s'élargir et d'étendre son action bienfaisante à tous les cas d'erreur. Sans cette extension, l'œuvre reste incomplète.

Il nous reste, pour avoir terminé la tâche que nous nous étions proposée, à indiquer la formule pratique de ce complément.

Nous écartons immédiatement le texte voté par la Cham-

bre des Députés et celui que la Commission du Sénat proposait au vote de la Haute Assemblée. Au texte de la Chambre nous reprochons de n'accorder qu'une réparation très incomplète, 1^o car il limite à quelques hypothèses déterminées, la reconnaissance d'un droit qui existe, à notre avis, toutes les fois qu'une erreur a été commise, et 2^o il soumet l'exercice de ce droit à l'appréciation discrétionnaire du juge.

La même critique — insuffisance de la réparation — doit être faite, bien que dans une mesure moindre, au texte discuté devant le Sénat, lequel exige, pour qu'il y ait lieu à indemnité, la justification d'un préjudice matériel et mesure le montant de l'indemnité à l'importance de ce préjudice matériel.

Mais l'imperfection de ces deux projets n'est pas seulement dans la timidité de leurs dispositions, elle est encore dans l'imprécision de leurs termes et dans les vices de la procédure qu'ils organisent.

Le texte de la Chambre crée une action et n'indique pas le tribunal qui sera chargé de statuer sur cette action !

Le texte du Sénat accorde l'indemnité toutes les fois qu'il y aura innocence reconnue, et n'indique pas de quelle façon pourra être faite cette reconnaissance d'innocence !

Le délai dans lequel l'action pourra être introduite — trois ans d'après le projet de la Chambre, six mois d'après le projet du Sénat — nous paraît trop long.

La compétence accordée par le texte de la commission sénatoriale aux tribunaux civils nous paraît dangereuse.....

Voilà bien des raisons qui nous autorisent à les repousser.

Un projet préparé par M. Bonneville de Marsangy dans l'ouvrage de ce distingué criminaliste sur l'*Amélioration de la loi criminelle* (1), comportait simplement l'addition à l'article 358 du Code d'instruction criminelle du paragraphe suivant :

« Lorsqu'il n'existera ni partie civile, ni plaignant ou dénonciateur légalement responsables, s'il est résulté de l'instruction la preuve que l'inculpé soit entièrement innocent du délit et qu'il n'ait point par sa faute donné lieu à la poursuite, la Cour ou le Tribunal devra d'office le déclarer par l'arrêt ou le jugement. »

« Dans ce cas, les juges, si l'acquitté le requiert, et après avoir entendu le ministère public, fixeront le chiffre des dommages-intérêts, lesquels seront soldés par l'État, dans la même forme que les frais urgents de justice. »

Il y avait dans ce texte, trop laconique pour être suffisant, l'indication déjà précise de la double réforme que comprend l'extension aux cas d'acquittement et d'ordonnance de non-lieu du principe de la réparation.

La première réforme devrait consister à permettre à toute personne contre laquelle il aura été ouvert une instruction clôturée, soit par une ordonnance ou par un arrêt de non-lieu, soit par une sentence d'acquittement,

(1) Bonneville de Marsangy. De l'amélioration de la loi criminelle.

d'obtenir, si son innocence est établie, une déclaration d'innocence.

Un projet de loi préparé par MM. Le Poittevin et Seligmann, à la suite de la brillante discussion soulevée sur la question de la réparation des erreurs judiciaires devant la Société générale des prisons, et publié dans la *Revue pénitentiaire* de février 1896, dit nettement dans quelles conditions pourrait être obtenue la déclaration d'innocence :

1^o En ce qui touche les bénéficiaires d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu : « L'innocence est déclarée, dans le cas d'une instruction clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, par l'ordonnance du juge d'instruction ou l'arrêt de la Chambre des mises en accusation. »

Pour qu'aucune des garanties offertes par notre Code de procédure criminelle ne soit refusée à l'innocent, le texte du projet autorise l'individu relaxé à qui n'est pas accordée la déclaration d'innocence, à faire appel dans les mêmes conditions auxquelles pourrait en appeler l'individu non relaxé : « L'inculpé pourra former opposition contre l'ordonnance de non-lieu qui ne déclarerait pas son innocence, s'il prétend qu'elle est démontrée. Cette opposition sera formée dans les premiers jours qui suivront la signification de l'ordonnance ou la communication à l'inculpé détenu, selon la distinction établie dans l'article 135, § 3,

du Code d'instruction criminelle ; le délai pour former cette opposition et l'opposition formée par l'inculpé n'empêchent pas sa mise en liberté. »

Par une réciprocité qui est de règle en notre procédure criminelle, « le Procureur de la République, la partie civile, et le Procureur général auront aussi le droit de former opposition dans les termes de l'art. 135 du Code d'instruction criminelle, contre les ordonnances de non-lieu qui contiendraient une déclaration d'innocence. »

2. En ce qui concerne les acquittés, une distinction est à faire entre ceux qui sont acquittés par un tribunal correctionnel, ceux qui sont acquittés par une Cour d'appel, ceux qui sont acquittés par une Cour d'assises.

En ce qui concerne les deux premières catégories, leur innocence est déclarée, d'après l'article 3 du projet Le Poittevin et Seligmann, « par le jugement ou l'arrêt qui renvoie le prévenu des poursuites, sur la demande formée par le prévenu, avant le prononcé du jugement ou de l'arrêt, ou même d'office. »

Mais une situation spéciale, résultant de la faculté d'appel est faite à l'acquitté du tribunal correctionnel :

« Le prévenu pourra interjeter appel du jugement de police correctionnelle qui le renverra des poursuites sans déclarer son innocence, s'il prétend qu'elle est démontrée. Nonobstant l'appel, il sera immédiatement mis en liberté conformément à l'art. 206 du Code d'instruction criminelle. »

Et réciproquement : « La faculté d'appeler appartiendra au Procureur de la République et au Procureur général dans les termes des articles 202 et suivants du Code d'instruction criminelle. »

Devant la Cour d'assises, la question se pose de savoir auquel des deux organes de cette juridiction, aux magistrats de la Cour ou aux jurés, il convient de laisser le soin de compléter la sentence d'acquittement par une déclaration d'innocence. Le texte du projet Le Poittevin et Seligmann se prononce en faveur des magistrats : « L'innocence est déclarée devant la Cour d'assises par un arrêt de la Cour rendu d'office ou sur la demande formée par l'accusé acquitté, après l'ordonnance d'acquittement et avant la fin de la session. »

Nous avons, dans la partie théorique de cette étude, admis par avance et justifié cette solution.

Des textes du projet Le Poittevin et Seligmann que nous avons reproduits, il résulte que la déclaration d'innocence doit être demandée au juge d'instruction avant la clôture de l'instruction, au tribunal de police correctionnelle ou à la Cour d'appel avant le prononcé du jugement ou de l'arrêt, devant la Cour d'assises, après l'ordonnance d'acquittement mais avant la fin de la session. Si donc l'innocence du prévenu n'apparaît certaine que par un fait postérieur à l'ordonnance, au jugement ou à la session de la Cour d'assises, il sera trop tard pour que la reconnaissance légale de l'erreur commise puisse être proclamée. N'y a-t-il pas là une grave lacune ?

Nous avons montré dans la première partie de ce travail quels inconvénients il y aurait à ouvrir de nouveaux débats pour obtenir simplement une déclaration d'innocence, quelles difficultés surgiraient devant le tribunal qui serait juge de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt incriminés ; et nous avons cru, comme les auteurs du projet, nécessaire de limiter le droit d'obtenir la déclaration d'innocence au cas où l'erreur est reconnue par les juges du fond.

Dans une hypothèse particulière, il nous paraît cependant possible et sans danger, de compléter, par une déclaration d'innocence postérieure à l'ordonnance de non-lieu ou à l'acquittalment, l'œuvre de la réparation : c'est l'hypothèse où l'affaire pour laquelle un individu a été poursuivi et qui s'est terminée provisoirement par une ordonnance de non-lieu en sa faveur ou par son acquittalment, est à nouveau portée devant une juridiction criminelle à la charge d'un autre individu. Puisque, en ce cas, les débats sont repris, qu'un juge est désigné pour les diriger et les sanctionner, quel mal y a-t-il à permettre à celui, dont cette nouvelle procédure va démontrer l'innocence, d'y figurer et d'y poursuivre la reconnaissance judiciaire de l'erreur commise à son détriment. On pourrait prévoir cette exception à la règle dans le texte suivant :

L'innocence est déclarée au profit d'un individu ayant bénéficié d'une ordonnance de non-lieu ou d'une sentence d'acquittalment, postérieurement à l'ordonnance de non-

lieu ou à l'acquittement, par jugement du tribunal correctionnel, arrêt de la Cour d'appel ou de la Cour d'assises, appelée, à la suite de nouvelles poursuites dirigées contre un autre individu, à statuer sur les faits ayant donné lieu à l'ordonnance de non-lieu ou à la sentence d'acquittement.

La déclaration d'innocence prononcée par l'ordonnance du juge, le jugement du tribunal correctionnel, l'arrêt de la Cour aura pour premier résultat d'accorder à la victime de l'erreur judiciaire une réparation normale complète. L'inculpé sortira désormais du cabinet du juge ou du prétoire, le front haut et l'honneur sauf. Aux termes de l'article 5 du projet Le Poittevin et Seligmann, « il lui sera délivré sans frais, une expédition de l'ordonnance du jugement ou de l'arrêt déclarant l'innocence de la personne poursuivie (1) ».

(1) Dans un cas particulier, l'innocence est plus éclatante encore ; c'est lorsqu'il y a eu *erreur sur la personne* ; les art. 6 et 7 du projet Le Poittevin et Seligmann, prévoient cette situation et veulent que « toute personne arrêtée en vertu d'un mandat, qui concernait un autre individu, sera l'objet d'une ordonnance de mise en liberté où la non identité sera déclarée, à moins qu'elle ne doive être impliquée dans les poursuites. Si cette ordonnance n'est pas rendue par le juge d'instruction, ou si elle ne déclare pas la non identité, l'intéressé pourra se pourvoir devant la Cour d'appel (Ch. des mises en accusation) dans les dix jours qui suivront sa mise en liberté, par déclaration au greffe, en la forme prévue par l'art. 203 du Code d'instruction criminelle. Il sera délivré sans frais une expédition de l'ordon-

La déclaration d'innocence sera, en outre, la base du droit à l'innocence déclarée. La réparation de l'erreur sera donc toujours subordonnée à la reconnaissance de cette erreur par l'autorité judiciaire.

Mais, faut-il ajouter qu'inversement il y aura toujours indemnité possible quand il y aura innocence déclarée, que la reconnaissance de l'erreur par l'autorité judiciaire entraînera, comme une conséquence nécessaire, la réparation de cette erreur? La logique et la justice nous semblent commander cette solution qu'on appliquerait dans toute son intégrité si on adoptait le texte suivant :

L'arrêt ou le jugement, ou l'ordonnance de non-lieu, qui prononceront la déclaration d'innocence du prévenu devront, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui auront causé les poursuites. La demande en indemnité sera recevable en tout état de la procédure, et au plus tard immédiatement après le prononcé du jugement ou de l'arrêt d'acquittement si la déclaration d'innocence émane du tribunal correctionnel ou de la Cour d'appel; jusqu'à la fin de la session, conformément à l'article 359 du Code d'instruction criminelle, si la déclaration d'innocence émane de la Cour d'assises.

nance ou de l'arrêt rendu en exécution de l'article précédent. Il en sera de même de la décision de son identité rendue par les Cours ou Tribunaux compétents si l'arrestation a eu lieu en vertu d'une condamnation qui concernait une autre personne. »

Laisser à l'autorité judiciaire le soin, non seulement de reconnaître le droit, mais de le régler, c'est à vrai dire la seule solution logique, la seule qui soit entièrement conforme à la théorie que nous avons exposée dans la première partie de cette étude.

D'excellents esprits ont cependant proposé, craignant de créer à l'État, par une reconnaissance trop large de sa responsabilité, des embarras financiers, d'abandonner le règlement des indemnités à allouer à une commission administrative qui pourrait tenir compte dans ses allocations des nécessités budgétaires, et, sans discuter l'existence du droit de la victime de l'erreur judiciaire, en régler l'exercice.

Ce système qui ferait revivre en quelque sorte la caisse des indemnités de l'ancienne législation toscane, a été admis par le projet de loi hongrois, dont nous avons donné plus haut les principales lignes, comme un tempérament à l'application du principe de la réparation. Telle est également la solution à laquelle s'est ralliée la Société générale des prisons françaises, et qui se trouve formulée par le projet de loi Le Poittevin et Seligmann.

Aux termes de ce projet il est institué une caisse dite des indemnités judiciaires, gérée par la Caisse des dépôts et consignations, ayant pour ressources :

1° Le produit des dons et legs qu'elle pourra recevoir

ou autres ressources extraordinaires qui lui seront attribuées ;

2° Le montant de la subvention qui sera fixée chaque année par la loi de finances.

C'est seulement sur les fonds de cette caisse que pourront être payées les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

Les demandes d'indemnité devront être présentées par requête sur papier libre au garde des sceaux dans le délai d'un an, à partir du dernier acte de la poursuite ou de l'instruction ; elles préciseront la poursuite qui fait l'objet de la réclamation et le montant de l'indemnité demandée.

Une commission instituée au ministère de la justice statuera en dernier ressort sur les demandes d'indemnité. Cette commission devait être composée, d'après le texte primitif du projet, du garde des sceaux président, de deux sénateurs désignés par le Sénat, deux députés désignés par la Chambre, deux membres désignés par la Cour de cassation, le directeur des affaires criminelles au ministère de la justice, le directeur de l'administration pénitentiaire désigné par le ministre des finances, quatre jurisconsultes désignés par le garde des sceaux.

Le texte définitif du projet laisse au ministre de la justice le choix des membres de la commission.

En quoi le système dont ces textes sont l'expression diffère de celui que nous avons précédemment proposé, cela dépend non seulement de la lettre, mais encore de l'esprit dans lequel ils seront appliqués.

La différence essentielle entre le projet Le Poittevin et le nôtre, c'est que celui-ci laisse à l'autorité judiciaire, et celui-là à l'autorité administrative, le soin de fixer l'indemnité; c'est que celui-ci proportionne exactement l'indemnité au dommage, tandis que celui-là la mesure encore sur les ressources existantes.

Telles sont les différences pratiques. Théoriquement, voici le caractère respectif des deux projets :

Dans le nôtre, la responsabilité de l'État apparaît avec évidence; il est clairement et nettement établi que l'État est responsable des erreurs judiciaires commises, que les victimes d'erreurs ont le droit de se retourner vers l'État et d'obtenir contre lui une condamnation tendant à réparer le dommage causé.

Dans le système du projet Le Poittevin et Seligmann, ce caractère juridique de la dette de l'État s'efface. L'État intervient comme réparateur, mais non plus comme responsable; il répare, mais n'est pas condamné à réparer. Que la victime de l'erreur soit dans les conditions requises pour mériter une indemnité; voilà la seule chose que ne peut pas discuter l'autorité administrative: elle reste libre

de ne rien accorder, si les ressources prévues pour ce genre de libéralité sont épuisées.

Ce système part d'une idée différente de celle que nous avons adoptée et essayé de justifier dans la partie théorique de cette étude : il ne nous est donc pas possible d'y voir la solution exacte et définitive du problème de la réparation. Nous nous y rallierions cependant, s'il était bien démontré qu'il doive amener, dans un avenir plus ou moins proche, la reconnaissance formelle du droit de la victime d'erreur.

S'il est bien entendu que la commission administrative ne doit pas discuter l'existence de ce droit, — et sur ce point, je ne crois pas qu'il puisse y avoir le moindre doute, — qu'en outre elle mesurera ses largesses, non pas sur le besoin plus ou moins urgent des demandeurs en indemnité, mais bien sur le dommage causé par l'erreur ; qu'enfin le Parlement aura à cœur de proportionner autant que possible les ressources de la caisse à ses besoins, l'adoption du projet Le Poittevin réaliserait pratiquement, et presque dans son intégrité, la réforme que nous poursuivons ; la différence de théorie serait vite comblée.

Que si, au contraire, la commission administrative se faisait juge de la situation de fait des victimes de l'erreur plutôt que de leur situation de droit, et si d'autre part elle était obligée de se montrer parcimonieuse, il y aurait encore du chemin à faire après l'adoption du projet Le Poittevin, pour que la réforme fût complète. Mais déjà un

premier progrès aurait été réalisé, un pas fait vers cet idéal de justice, en vertu duquel il n'est pas possible de laisser l'innocent subir seul le poids d'un service public qui profite à tous.

Vu :

JEAN-ANDRÉ ROUX.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,

E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 26 mai 1898.

*Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,*

CH. ADAM.

ANNEXE

TABLEAU COMPARATIF DU TEXTE DE LA LOI
du 8 Juin 1895 et des projets
du Gouvernement et des Commissions parlementaires

Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, concernant la réparation des erreurs judiciaires.

Projet de loi déposé au Sénat par le Gouvernement sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

ARTICLE UNIQUE

Les articles 443, 444, 445, et 446 du Code d'instruction criminelle sont ainsi modifiés :

.

ART. 446. — La revision prononcée, des dommages-intérêts devront être alloués par le tribunal, la Cour ou la Cour de cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande.

Si elle est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants et autres parents, justifiant d'un préjudice matériel par le fait de la condamnation.

ARTICLE PREMIER

Le chapitre III du livre II, titre III, du Code d'instruction criminelle, est remplacé par le chapitre suivant :

.

ART. 447. — L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné, pourra, sur sa demande, lui allouer une indemnité, à raison du préjudice matériel que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander une indemnité appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants, frères et sœurs justifiant d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

Proposition de la Commission du Sénat *sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes des erreurs judiciaires.*

Loi du 8 juin 1895 *sur la revision des procès criminels, et les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.*

ARTICLE PREMIER

Le chapitre III du livre II, titre III, du Code d'instruction criminelle, est remplacé par le chapitre suivant :

ARTICLE UNIQUE

Le chapitre III du livre II, titre III, du Code d'instruction criminelle, est remplacé par le chapitre suivant :

ART. 446. — L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné, pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans la même condition, à son conjoint, à ses ascendants et descendants.

Il n'appartiendra aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu'ils justifieront d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

ART. 446. — L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui aurait causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts, appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants.

Il n'appartiendra aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu'ils justifieront d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

PROPOSITION ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE

La demande devra être formée avant l'arrêt définitif de revision. Elle sera recevable en tout état de la procédure. Si la condamnation revisée était simplement pécuniaire, l'amende et les frais indûment perçus seront restitués pour tous dommages-intérêts.

Les frais seront avancés par le demandeur en revision jusqu'à l'arrêt de recevabilité.

Après cet arrêt l'instruction sera suivie aux frais du Trésor.

L'arrêt de revision sera affiché conformément à l'article 36 du Code pénal et inséré d'office au

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

L'indemnité allouée sera à la charge de l'État et payée comme frais de justice criminelle.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État et envers les demandeurs en revision, s'il y a lieu.

Le demandeur en revision, qui succombera dans son instance, sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera affiché dans la

PROPOSITION DE LA COMMISSION

LOI DU 8 JUIN 1895

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

Les dommages-intérêts alloués seront à la charge de l'État, sauf son recours contre ceux par la faute desquels la poursuite aurait été ordonnée ou la condamnation prononcée. Ils seront payés comme frais de justice criminelle.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État et envers les demandeurs en revision s'il y a lieu.

Le demandeur en revision qui succombera dans son instance, sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné, sera affiché dans la ville

Le demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

Les dommages-intérêts alloués seront à la charge de l'État, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation aura été prononcée. Ils seront payés comme frais de justice criminelle.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État et envers les demandeurs en revision s'il y a lieu.

Le demandeur en revision qui succombera dans son instance, sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché dans la ville

PROPOSITION ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE	PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT
<i>Journal Officiel</i> . La publication de cet arrêt dans cinq journaux, au choix du demandeur sera en, outre ordonnée, s'il le requiert.	ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit a été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée. Il sera inséré d'office au <i>Journal Officiel</i> et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert. Les frais de la publicité ci-dessus seront à la charge du Trésor.

Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée, toute personne arrêtée préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aura la faculté de demander une indemnité qui pourra lui être accordée dans les cas suivants :

1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait ou ne pourra

PROPOSITION DE LA COMMISSION

LOI DU 8 JUIN 1895

où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée.

Il sera inséré d'office au *Journal Officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de la publicité ci-dessus seront à la charge du Trésor.

où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée.

Il sera inséré d'office au *Journal Officiel* et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de publicité ci-dessus prévus seront à la charge du Trésor.

ART. 447. — Toute personne ayant été détenue préventivement sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, qui aura été acquittée ou qui aura été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, pourra, si elle n'a pas donné lieu par sa faute à la poursuite, et si elle justifie d'un préjudice matériel résultant de sa détention, demander des dommages-intérêts dans les cas suivants :

1^o S'il résulte de la décision

PROPOSITION ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT

plus l'être conformément au deuxième alinéa du § 3 de l'article 443 ;

2° Dans les cas prévus par les §§ 3 et 4 de l'article 443 pour le faux témoignage ;.

3° Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni crime, ni délit.

L'action sera introduite dans les trois ans du jour où le fait générateur du droit aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée à M. le Président du tribunal ou de la Cour du lieu où l'arrestation se sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été rendu, où l'acquittement aura été prononcé.

Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation donnant ouverture à revision, dans les termes de l'article 443, § 2 et 3, serait antérieure à la présente loi, le délai fixé par l'article 444 pour l'introduction de la demande, courra à partir de la promulgation.

PROPOSITION DE LA COMMISSION

LOI DU 8 JUIN 1895

mettant fin aux poursuites que le fait imputé ne constitue ni crime ni délit ou que son innocence a été reconnue;

2° S'il est établi avec certitude, soit par une condamnation prononcée contre un tiers, soit par des faits ou documents révélés postérieurement, qu'un autre a été l'auteur du fait imputé.

La demande peut être formée, en cas d'acquiescement, au moment du jugement du fond.

Elle doit, dans tous les cas, être introduite dans les six mois du jour où le fait donnant ouverture à l'action a été connu de l'intéressé.

Elle est jugée sur simple requête en cas de jugement correctionnel ou d'ordonnance de non-lieu, par le tribunal du lieu où la décision a été rendue, jugeant au civil; en cas d'arrêt d'acquiescement par la Cour d'appel ou par une Cour d'assises, et d'arrêt de non-lieu par une Chambre civile de la Cour d'appel.

ART. 447. — Dans tous les cas où la connaissance par les parties *de la condamnation* ou des faits donnant ouverture à revision seront antérieurs à la présente loi, les délais fixés pour l'introduction de la demande courront à partir de sa promulgation.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'erreur judiciaire. La reconnaissance de l'erreur. Ses conséquences.....	1
--	---

LIVRE PREMIER

La théorie de la réparation.

CHAPITRE I. — Le principe de la réparation.

Sur quel fondement s'appuie le principe ?.....	11
<i>1^{re} opinion.</i> — Le principe s'appuierait sur la responsabilité délictuelle de l'État, art. 1382 et suiv. du C. civ.....	12
<i>2^e opinion.</i> — Il s'appuierait sur une sorte de responsabilité contractuelle de l'État.....	15
<i>3^e opinion.</i> — Il s'appuie sur le droit public.....	19
Il faut considérer l'indemnité réparatrice comme une véritable dette sociale et non comme l'exécution d'un simple devoir d'assistance.....	21
La Société est tenue d'indemniser les individus des sacrifices qu'elle leur impose dans l'intérêt général.....	26
Analogie entre l'expropriation et la poursuite injuste.....	28

CHAPITRE II. — Développement du principe.

<i>1^{re} conséquence.</i> — Il n'y a pas lieu de distinguer en ce qui concerne l'application du principe de la réparation, si la victime de l'erreur a subi une condamnation depuis révisée, ou si l'erreur a été reconnue avant condamnation par une ordonnance de non-lieu ou une sentence d'acquit- tement.....	32
--	----

<i>2^e conséquence.</i> — L'indemnité ne sera pas allouée à l'individu dont l'innocence a été constatée, s'il est démontré que l'erreur a été provoquée par sa faute.....	41
<i>3^e conséquence.</i> — L'allocation des dommages-intérêts et la fixation de la somme, rentrent dans les attributions des tribunaux de l'ordre judiciaire	44
<i>4^e conséquence.</i> — La réparation doit être exactement mesurée sur le préjudice.....	48

LIVRE II

Application dans la loi française.

CHAPITRE I. — Tentatives d'application antérieures à la loi de 1895.	53
Pensions accordées par le roi aux victimes d'erreurs.....	53
Concours ouvert par la Société de Châlons-sur-Marne. Ordonnance de 1788. Cahiers des États-Généraux. Projet de Duport à l'Assemblée constituante.....	57
Amendement Maurice Richard au cours de la discussion de la loi de 1867.....	61

CHAPITRE II. — Origines et discussion de la loi de 1895.

Les propositions de loi. Discussion à la Chambre des Députés. Projet du Conseil d'État. Discussion au Sénat.....	63
--	----

CHAPITRE III. — Le principe admis par la loi de 1895.

Sur quel fondement s'est appuyé le législateur de 1895 ? Obscurité du texte. Discussion confuse à laquelle ce texte a donné lieu devant le Sénat. Reconnaissance par le législateur de la dette de l'État.....	72
--	----

CHAPITRE IV. — Les dispositions de la loi de 1895.

I. — Limites à l'application du principe	82
II. — Nature et étendue de la réparation.....	88
III. — A qui il appartient de demander la réparation.....	91
IV. — Moment où la demande est recevable.....	96
V. — Autorité chargée de statuer sur la demande.....	97
VI. — A qui incombe la charge de la réparation ?.....	99

CHAPITRE V. — Les premières applications de la loi de 1895.....	106
---	-----

LIVRE III

Législations étrangères.

Lois et projets de lois qui ont appliqué ou appliquent le principe de la réparation. 113

I. — Comment ce principe est-il compris dans les législations ?	119
Système Danois, dette de l'État.	
Système Suédois, conséquence du devoir d'assistance de l'État.	
Système mixte admis par la loi autrichienne.	
II. — Son application dans les législations étrangères.....	124
Dans quel cas la réparation est-elle admise ?	
Quelles conditions sont requises pour qu'il y ait lieu à réparation ?	
III. — Résultat des lois étrangères sur la réparation. Absence de renseignements.....	130

CONCLUSION

Le complément de l'œuvre

<i>Extension du principe de la réparation aux cas d'erreurs reconnues par acquittement ou ordonnance de non-lieu....</i>	133
Projet de loi de MM. Le Poittevin et Seligmann	139

ANNEXE

Tableau comparatif du texte de la loi du 8 juin 1895 et des projets du gouvernement et des commissions parlementaires	151
---	-----

Le Mans. — Association ouvrière (BETROT, GUÉNET et cie), 5, rue du Porc-Épic.
